

La voix de l'opposition de gauche

Le 10 juin 2019

CAUSERIE ET INFOS

A lire absolument :

- [DOCUMENT. Étude sur la nature des mouvements écologistes... \(1999\)](#)

Extrait. (page 114)

Il n'y a pas d'influence discernable de l'homme sur le climat –

La phrase la plus citée du rapport 1995 du Groupement intergouvernemental d'étude sur le climat (GIEC) a été reprise dans toute la littérature écologiste et dans la majorité des articles parus autour de la conférence de Kyoto. C'est sur elle que la plupart s'appuient pour exiger des mesures drastiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. « *L'ensemble des données suggère que l'on peut discerner une influence de l'homme sur le climat mondial* ». Sans cette phrase, le rapport 1995 aurait été « politiquement inutile » puisqu'il reconnaissait, encore plus que le premier rapport du GIEC, l'étendue des incertitudes. L'histoire de cette phrase et la façon dont elle a été rajoutée au rapport est donc extrêmement intéressante. C'est à son propos que Frederick Seitz avait fait cette terrible déclaration : « *En soixante années de participation à la recherche scientifique américaine, y compris en tant que président de l'Académie des sciences et de la Société américaine de physique, je n'ai jamais eu à connaître une corruption du processus de relecture aussi inquiétante que pour ce rapport du GIEC.* »

Que dénonce Seitz et, avec lui, tous les « dissidents » ? Le fait que l'on ait apporté des changements de dernière minute au texte du rapport, changements visant presque tous à éliminer les bémols que rajoutent de nombreux scientifiques lorsque l'on parle de « changement climatique ». Or si les rapports du GIEC font autorité, bien qu'il s'agisse d'une institution gouvernementale autant que scientifique, c'est qu'ils sont soumis au processus de relecture habituelle dans les revues scientifiques : chaque article est soumis à d'autres spécialistes de la discipline, lu, discuté et modifié, parfois plusieurs fois. Pourtant, le rapport 95 du GIEC a été modifié par un seul auteur, Ben Santer, du laboratoire Lawrence Livermore, et ce après ce processus de relecture. La plupart des modifications ont eu lieu dans quinze parties du chapitre 8, celui qui traite de la question clef de l'éventuelle influence humaine sur le climat.

Voici trois phrases qui existaient dans le rapport approuvé par deux mille scientifiques, mais qui furent retirées par Santer, « auteur principal » du chapitre 8 : « *Aucune des études citées ci-dessus n'a montré une preuve claire qui puisse nous faire attribuer les changements [climatiques] observés à la cause spécifique des accroissements de gaz à effet de serre.* » On sait en effet que, s'il y a bien eu un réchauffement au cours du dernier siècle, il a eu lieu surtout dans la première moitié. Pas ou très peu de réchauffement au cours des cinquante dernières années, pendant lesquelles on a émis 70 % du total des gaz effet de serre. Autre phrase supprimée : « *Aucune étude à ce jour n'a pu attribuer tout ou partie [du changement climatique observé] à des causes anthropogéniques [d'origine humaine].* » Ou encore : « *Toute affirmation prétendant détecter un changement climatique significatif restera probablement controversée jusqu'à ce que l'on ait réduit les incertitudes dans la variabilité naturelle totale du système climatique.* » (...)

Nous sommes allés très loin dans les détails, pour montrer à quel point on est loin de la science et proche de la politique. Santer lui-même a révélé plus tard, dans une lettre à Nature, que le département d'État américain lui avait fortement « *recommandé* » de modifier le contenu du chapitre 8 afin que celui-ci soit cohérent avec le résumé exécutif, destiné aux politiques et aux journalistes.

- [Au format pdf \(36 pages\)](#)

Pour changer la société et le mode de vie insupportable qui en découle, pour mettre un terme à tous les maux qui nous accablent, pour mettre fin à toutes les guerres, pour affronter les aléas climatiques et stopper le saccage de notre planète : Il faut abolir le capitalisme. Voilà de quoi il faut partir. Tout autre stratégie ou objectif est vouée à l'échec.

Le travail lui-même est nuisible et funeste non seulement dans les conditions présentes, mais en général, dans la mesure où son but est le simple accroissement de la richesse. Manuscrits de 1844, Karl Marx

ACTUALITÉ EN BREF

Record mondial : 307 millions d'absentéistes en Inde !

- Narendra Modi débute son deuxième mandat à la tête de l'Inde - AFP 30 mai 2019

LVOG - 67% seulement des 900 millions d'électeurs indiens ont voté en avril-mai pour ces 17e législatives depuis l'indépendance.

En complément.

Lu dans un article

- *"les abstentionnistes à 44 % des inscrits à quoi il faudrait rajouter les 12 % de non-inscrits. Dans ce cadre, le FN ne représente qu'un citoyen sur 10 et LREM encore moins. Qui peut oser encore dire qu'il a gagné... C'est surtout la démocratie qui recule et qui perd. Voilà l'enseignement politique majeur de ce scrutin."*

LVOG - Vous vous trompez ou vous n'êtes pas assez précis. Ce n'est pas *"la démocratie qui recule et qui perd"*, mais l'absence de démocratie qui progresse et qui a gagné, puisque les représentants de la minorité peuvent dorénavant gouverner pour la minorité en étant toujours plus minoritaire, et en ayant réduit au silence ses opposants. A l'étape suivante on pourrait imaginer qu'elle pourrait gouverner en se passant d'organiser des élections... C'est le cas en Algérie par exemple...

Acte 29 et 30

10 300 manifestants ont été recensés dans toute la France, dont 1 100 à Paris à 18H selon le ministère de l'Intérieur. Selon une première estimation du Nombre jaune, proche des manifestants, 19 654 personnes ont été recensées à travers la France.

Selon Le Nombre jaune, proche des manifestants, il y aurait eu 23 537 manifestants minimum en France pour l'acte 29 du mouvement la semaine dernière. Le ministère de l'Intérieur en a lui recensé 9 500. RT 08.06

Avoir la foi n'est pas une croyance, c'est "apprendre pour comprendre et comprendre pour agir" (Lénine)

- Arrêt du site "LesGiletsJaunes.fr" - lesgiletsjaunes.fr 30.05

Arrêt du site, sortie des groupes, arrêt de Facebook Twitter, etc.

Le site reste pour l'instant en ligne, mais il ne sera plus mis à jour. lesgiletsjaunes.fr 30.05

L'illusion démocratique ou récupération sous la Ve République ou le régime totalitaire de Macron.

- Loin du Grand débat «vertical» de Macron, le «Vrai débat» invite les citoyens à légiférer eux-mêmes - RT 31 mai 2019 LVOG - Rival ou complémentaire ?

Le «Vrai débat» lance des assemblées citoyennes délibératives pour permettre aux Gilets jaunes et aux citoyens en général d'élaborer leur propre processus démocratique indépendant. L'objectif étant d'aboutir à des propositions citoyennes de loi.

Rival citoyen du grand débat national, organisé par le gouvernement pour tenter de répondre à la crise sociale en cours depuis le 17 novembre 2018, le «Vrai débat», lancé par des collectifs de Gilets jaunes, mène depuis plusieurs mois «une contre-offensive» pour recueillir les doléances des citoyens. Son but : élaborer de réelles propositions de loi.

L'aventure du «Vrai débat» a commencé avec la mise à disposition d'un outil participatif, l'application Cap collectif, qui s'est trouvée être la même plateforme que celle du grand débat organisé par le gouvernement.

Pour autant, le «Vrai débat» ne lésine ni sur le sérieux ni sur la rigueur dans son travail. Le traitement des données recueillies sur la plateforme a été effectué par des chercheurs. «Pour ce qui est du travail de synthèse [à l'issue de la consultation], il était très important pour nous d'avoir des entités indépendantes de nous pour traiter les revendications déposées par les gens sur la plateforme», explique l'un des organisateurs.

Pour ce faire, des laboratoires de recherche universitaire dont ceux de l'université Lyon2, de l'ENS et le laboratoire Triangle, ou encore le CNRS ont été mis à contribution.

LVOG - Avec la caution du gouvernement.

Les assemblées citoyennes délibératives étaient prévues par les préconisations de la Commission nationale du débat public (CNDP), l'organisme qui a assuré le suivi du grand débat national initié par le gouvernement. Contactée par RT France, Ilaria Casillo, vice-présidente de la CNDP, explique : «Nous soutenons ce type d'initiative citoyenne, comme tout type d'initiative favorisant la participation et appuierons cette démarche comme toutes celles qui souhaiteront mobiliser les garants de la CNDP, dans le strict respect du cadre légal.»

La CNDP et ses 250 garants, sélectionnés et formés pour garantir les procédures de concertation obligatoires ou facultatives sur l'ensemble du territoire national, vont donc accompagner le «Vrai débat». «Comme nous l'avons fait également pour la mission du grand débat mené par le gouvernement, nous leur avons assuré notre disponibilité à leur fournir les contacts des garants présent sur cette liste nationale», détaille Ilaria Casillo. RT 31 mai 2019

LVOG - Chantal Jouanno est la présidente de la CNDP... La suite est à l'avenant pour qui sait lire attentivement, le dernier paragraphe en est la preuve :

RT - La question de la légitimité démocratique qu'il conviendra de donner à toutes ces initiatives se posera très certainement aux participants du «Vrai débat» à l'issue de ces cycles d'assemblées. Par quel biais vont-ils faire voter leurs propositions de loi ? Vont-ils interpeller les députés pour qu'ils soient leurs porte-voix ? Ou tenteront-ils d'autres procédés ? Tout cela sera décidé en assemblée d'ici l'automne.

LVOG - Au passage, RT qui relaie généreusement cette tartufferie, un ennemi de Macron, vraiment ?

Guerre idéologique et psychologique de nos ennemis.

- Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.

- New York va dédier un monument à deux femmes transgenres, une première - AFP

- En Indonésie, les LGBT+ ne peuvent plus faire sans Grindr, malgré les risques - Slate.fr

- En Russie, des scènes de sexe homosexuelles retirées du biopic sur Elton John - L'Express.fr

Amnesty International dénonce un cas de "censure" qui "déshumanise les relations homosexuelles".L'Express.fr

- Burkina Faso : « Un jour historique pour les droits sexuels et reproductifs » - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là :

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Lire l'article plus loin.

Instrumentalisation du réchauffement climatique

- Greta Thunberg reçoit le prix le plus prestigieux d'Amnesty International - AFP

L'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a annoncé vendredi décerner son prix le plus prestigieux à l'adolescente suédoise Greta Thunberg, égérie du combat pour le climat. AFP

- Greta Thunberg mise à l'honneur dans une impressionnante peinture murale à Bristol - Le HuffPost

- Nakabuye Hilda Flavia, cette jeune activiste climatique qui interpelle Museveni - LePoint.fr

- "La plus grande épidémie animale jamais vue" : des experts alertent sur la peste porcine africaine qui fait rage en Asie - Franceinfo

- Les trois quarts des fruits non bio sont contaminés aux pesticides - Franceinfo

- Alerte sur la présence de toxines dans les moules - Franceinfo

- Alerte aux toxines dans des coquillages de la Méditerranée avec un possible "risque sanitaire" - Franceinfo

- Les humains ingèrent des dizaines de milliers de microparticules de plastique par an, selon un rapport - Franceinfo

- Méditerranée : WWF appelle à "stopper le torrent de plastiques" - euronews

- À la plage, à table, au quotidien... les gestes qui peuvent encore sauver nos océans - Le Parisien

- Alerte sur la composition du maquillage pour enfants - Franceinfo

L'art de la médiocrité. Et oiseau de malheur ou le communautarisme à l'honneur.

- Au Festival de Cannes, la politique s'invite à la cérémonie de clôture - huffingtonpost.fr 25.05

- Une jeune Canadienne autochtone reprend "Blackbird" des Beatles dans sa langue traditionnelle et ravit McCartney - Franceinfo

- Qui est BTS , le phénomène K-pop qui remplit le Stade de France deux soirs ce week-end ? - Franceinfo

- William Lebghil et Philippe Katerine tournent dans le métro un clip de rap hilarant pour annoncer le film "Yves" de Benoît Forgeard - Franceinfo

- Patrick Bruel à Lyon : 6000 fans au rendez-vous de son "Tour 2019" - Franceinfo

LVOG - C'est le Mossad qui assure la sécurité de ses concerts?

- 75e anniversaire du Débarquement : les comédiens de "Band of Brothers" de retour sur les plages de Normandie - Franceinfo

- Les meilleurs jeux vidéo français seront récompensés par les trophées Pégase, sur le modèle des César, à partir de 2020 - Franceinfo

- King Kong est de retour dans un bel album illustré par Christophe Blain - Franceinfo

LEUR VIEUX MONDE GROUILLE DE VERMINE

Ils ont des "relations fantastiques", qui en doutait ?

- Mike Pompeo : "L'UE et les États-Unis ont des relations fantastiques" - euronews 6 juin 2019

- Candidat à la commission européenne, Manfred Weber fait un appel du pied aux Verts - AFP 6 juin 2019

Candidat de la droite conservatrice pour la présidence de la Commission européenne, l'Allemand Manfred Weber a fait mercredi un appel du pied aux Verts européens afin d'obtenir les soutiens nécessaires pour son élection par le Parlement européen.

Le successeur de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission devra être accepté par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernements des 28 pays membres et sa désignation sera au coeur de leur prochain sommet les 20 et 21 juin. Il prendra ses fonctions le 1er novembre 2019 pour un mandat de 5 années. AFP 6 juin 2019

Pour rappel : Manfred Weber est le candidat désigné par l'Otan, donc le Pentagone, la Fed et le groupe Bilderberg.

L'effet Bilderberg et la fabrication du consentement.

- La popularité de Macron baisse et celle de Jadot s'envole, selon notre sondage - L'Express.fr 30.05

Après un succès inattendu aux européennes, la cote du leader d'EELV bondit de 20 points au classement des personnalités qui suscitent l'adhésion des Français. L'Express.fr 30.05

LVOG - Depuis ils ont fabriqué et sorti d'autres sondages où Macron monte ou baisse comme la grenouille en fonction de la météo, à moins que le baromètre du régime soit détraqué, inquiétant !

- Yannick Jadot et l'écologie au top de notre palmarès de popularité - Le HuffPost 07.06

Qui a dit ?

- Les jeunes nous ont donné un mandat "*pour agir concrètement sur le climat*" ?

Réponse : Le maître du système solaire, de la galaxie, de l'univers : Yannick Jadot dans un entretien au Monde mercredi. (Source : AFP 05.06)

Mégalomane débridé, psychopathe fanatisé...

Qui a dit ?

- La social-démocratie qui représentait "*l'alternative aux droites*" et "*avait le leadership pour contrer ce projet-là*", c'est maintenant à "*l'écologie politique*" d'assumer ce rôle.

Réponse : Le secrétaire national d'EELV, David Cormand.

LVOG - Quand une illusion criminelle en chasse une autre.

"L'écologie politique est le modèle du XXI^e siècle qui va inventer et pouvoir faire gagner une alternative à ça. Notre travail politique en tant qu'écologistes c'est de consolider cette offre politique", a-t-il expliqué.

Il faudra ensuite "construire un arc progressiste, humaniste, pour prendre le pouvoir, mais ça ne sera pas les écologistes tous seuls", a-t-il assuré.

Avec qui y travailler ? Ceux issus de la gauche "sensibles aux valeurs des Lumières, de solidarité", ceux qui ne se sont "jamais fixés entre la droite et la gauche", "et même d'ailleurs ceux qui ont pu voter à droite par le passé et ne se sentent pas à l'aise ni avec l'offre libérale d'Emmanuel Macron ni avec le repli xénophobe, nationaliste, de l'extrême droite".

M. Cormand a précisé qu'EELV comptait aujourd'hui "autour de 6.000" adhérents. AFP 7 juin 2019

LVOG - De 10.000 ils sont subitement passés à 6.000 adhérents, demain on va apprendre que c'était en réalité un groupuscule ! En fait, c'est comme avec le PS ou le PCF, vous soustrayez les élus et les morpions qui s'y fixent et il ne reste plus personne. Quand on pense qu'il y en a qui en avaient fait les bases de leur stratégie, on se demande où ils avaient vraiment la tête, pas vraiment tournée vers le socialisme...

Ils "sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit."

- Après leur percée aux Européennes, les Verts à l'heure des choix - AFP 27 mai 2019

"Cette recomposition n'est pas juste interne à la gauche : en Allemagne, une partie de la droite a voté écolo, cela a à voir avec une compréhension générationnelle", selon Sébastien Treyer, directeur de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Cette poussée verte en Europe a "à voir à la fois avec une ouverture des frontières et un attachement à nos écosystèmes, ou à un régionalisme : on est en train de voir quelque chose qui transforme notre boussole politique", estime M. Treyer.

Les membres du groupe Verts au Parlement ont bonne réputation, et connaissent les processus, les alliances et le travail en groupe transfrontalier entre Etats membres.

Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors, souligne ainsi leur "sérieux au Parlement européen". "Ils sont très organisés en groupe".

"Traditionnellement, ce groupe a utilisé le Parlement européen où les autres étaient beaucoup moins assidus pour faire des percées assez étonnantes vu leur faible nombre", commente-t-il. "Ca leur donne un avantage comparatif dans la négociation sur les grands accords politiques qui vont devoir être trouvés sur la Politique agricole commune et les grandes politiques de mises en oeuvre du budget de l'UE", ajoute M. Treyer.

"Les Verts allemands s'y sentent à l'aise parce qu'ils retrouvent un fonctionnement qu'ils ont déjà au niveau national", analyse Mme Jérôme. En Allemagne, les Verts sont politiquement compatibles avec le centre gauche comme le centre droit. Ils sont présents dans de nombreux gouvernements régionaux, qu'ils soient de gauche (à Berlin par exemple) ou de droite comme dans le Bade-Wurtemberg. AFP 27 mai 2019

La boboïtude parisienne le confirme.

- Européennes: LaRem et Les Verts font un carton à Paris - Reuters 27 mai 2019

La République en marche et les écologistes sont les principaux bénéficiaires des élections européennes à Paris, où le parti présidentiel fait presque aussi bien qu'en 2017 tandis que les Verts frôlent les 20%, à un an des municipales.

Avec 19,89% des voix, Europe Ecologie-Les Verts dépasse de six points son score national et arrive même en tête dans les quartiers populaires du Nord et de l'Est : Xe, XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements. Reuters 27 mai 2019

Jadot : Le clone (clown) vert de Macron ou du "ni de gauche, ni de droite"

- Européennes : après son succès, EELV va-t-il se recentrer ? - lexpress.fr 27.05

Le bon score des Verts aux européennes - 12%, 3e place - entérine-t-il la ligne de Yannick Jadot ? Une ligne décrite comme plus libérale que celle des Verts canal historique, souvent critiquée - y compris en interne - notamment après deux interviews cet hiver où l'ancien directeur des programmes de Greenpeace louait "l'économie de marché, la libre entreprise, l'innovation" et se posait défenseur d'une écologie "ni de gauche, ni de droite" dans les colonnes du Figaro en mars.

La formule sonne très Macron-compatible. Dans une interview au Point, Yannick Jadot défend même un "protectionnisme vert" tout en ne fermant pas la porte à un éventuel rapprochement avec le PPE, les libéraux et les sociaux-démocrates au Parlement européen, sous réserve que le programme proposé améliore "substantiellement" le fonctionnement de l'UE.

"Il y a des macronistes convaincus à la tête d'EELV. L'espace dans lequel se construit EELV était "Hollando-compatible", il est Macron-compatible. Quand on vote EELV, on a une chance sur deux d'élire un macroniste" écrivait, en avril dernier, dans Regards, Sergio Coronado, ex-député EELV, candidat LFI aux européennes.

"Oui, Yannick Jadot a mené une candidature assez indépendante vis-à-vis de la gauche. Il a dressé le constat d'une impasse dans laquelle Cécile Duflot ou Emmanuelle Cosse notamment ont mené le parti, un parti d'alliance, et il a voulu en sortir, explique à L'Express l'historien spécialiste d'histoire politique Jean Garrigues. "Mais son tournant libéral, ce sont des idées reçues. Yannick Jadot n'a pas un discours libéral, mais il y a une intégration dans l'économie de marché et c'est vrai que dans les termes employés, il y a une volonté d'échapper à la dichotomie droite/gauche".

Au PS, en tout cas, le député européen Éric Andrieu assure à L'Express qu'EELV reste un partenaire. "Il faut que Yannick Jadot nous dise ce qu'il entend par 'ni de droite, ni de gauche'. Et la question c'est aussi de savoir sur quelle base on discute."

Esther Benbassa, sénatrice EELV : "On ne deviendra pas LREM, on ne deviendra pas ultralibéraux, ce n'est pas notre objectif". lexpress.fr 27.05

LVOG - Et pour cause, ils le sont déjà ! La preuve, si nécessaire, qu'on est bien en présence de psychopathes.

Écologiste, ongiste, féministe, homosexuel, il cumule les qualités du parfait représentant de la décadence du régime

- David Belliard, 41 ans, a été désigné samedi tête de liste EELV pour les municipales de 2020 à Paris.

Le bac en poche, après une prépa HEC à Nancy, il file à l'EDHEC, école de commerce lilloise.

Ex-directeur général adjoint du Sidaction, "il a gardé cette fibre de pouvoir dialoguer avec des gens très différents et les écouter", selon son amie de 15 ans Alix Béranger, membre de son équipe pour 2020 baptisée "Faisons Paris" et féministe comme lui.

Dimension qu'il évalue "importante" dans son parcours, David Belliard ne cache pas son homosexualité.

En 2002, il débarque au sein d'Europe Ecologie-Les Verts (...). D'abord "militant de base", il participe à la campagne européenne de 2009 sans vouloir se présenter à des élections ensuite. Dix ans plus tard, après avoir été élu conseiller de Paris dans le XI^e arrondissement puis conseiller métropolitain, le ton du président du groupe Ecologiste de Paris a changé. Désormais, il lâche : "je pense être tout à fait en capacité d'embrasser le rôle de maire de Paris". AFP1 juin 2019

Le corporatisme ou le totalitarisme ne sont "ni de droite ni de gauche" : D'extrême droite !

Le Point.fr - « Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche », résume l'eurodéputée Karima Delli. Celle qui a été réélue ce dimanche au Parlement européen l'admet : « Ces trucs de ni droite ni gauche, c'est de la communication politique un peu facile, mais nous en faisons une réalité. Nous sommes sans doute à l'aube d'une reconstruction politique à laquelle vont participer des Français qui font de l'écologie tous les jours, que ce soit des citoyens, des ONG ou des entreprises. » Le Point.fr 27.05

Qui a dit ?

- "L'écologie n'est la propriété d'aucune formation politique. C'est elle, la grande gagnante de cette élection."

Réponse : Matthieu Orphelin, député ex-LREM, proche de Nicolas Hulot (lepoint.fr 08.06)

Le Point - Pensez-vous vraiment que des coalitions soient possibles entre LREM et EELV par exemple ?

Orphelin - Pourquoi pas, oui, mais dans des coalitions plus larges regroupant tous ceux qui veulent plus d'écologie et plus de solidarité et pas à n'importe quelle condition.

La responsabilité de l'écologie, c'est aujourd'hui de rassembler" (Derrière Macron et LREM - LVOG)

A tout seigneur tout honneur, 2022 est déjà réservé à Macron.

Orphelin - ...l'écologie au pouvoir, cela ne doit pas être 2022 et la présidentielle qui se jouent déjà ! C'est d'abord dans les territoires que cela va se passer. L'urgence des trois prochaines années, c'est de dire comment on arrive effectivement à faire de l'écologie et de la solidarité un moteur de l'avenir de la politique pour améliorer la vie des gens, sur les territoires, aux élections municipales puis régionales et départementales. Parce que la société est prête, elle l'a montré avec les élections, elle l'a montré il y a quelques mois avec les marches pour le climat, avec l'affaire du siècle, elle l'a montré avec des mobilisations diverses, dont celles, magnifiques et enthousiasmantes, de la jeunesse..." lepoint.fr 08.06

LVOG - Alors que toutes ces campagnes ont été un bide retentissant ou ne mobilisant qu'une infime partie de la population et de la jeunesse, sauf pour les médias-oligarques...

Les Gilets jaunes et LFI aussi veulent se "*recentrer*" sur les territoires, le local, les communes, bref, descendre toujours plus bas, à ce rythme-là ils vont finir dans un cul-de-basse-fosse, dommage !

Les opposants au "*virage de la transition écologique*" porteront-ils bientôt une étoile jaune ?

- Loi mobilités : des associations appellent les députés à "inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale" franceinfo 04.06

Alors que l'examen de la loi d'orientation des mobilités a démarré lundi 3 juin à l'Assemblée nationale, plusieurs associations dont la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, publient mardi 4 juin une tribune que franceinfo s'est procurée et dans laquelle ils exhortent les députés "à inscrire dans l'Histoire le virage de la transition écologique et sociale".

Cette tribune, écrite et signée par Alain Grandjean, de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH), Philippe Portier, secrétaire national de la CFDT et Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), s'intitule "Loi mobilité : y aller à fond !".

"Voilà 30 ans que nous attendons une loi mobilité. Elle arrive à point nommé", se félicitent d'abord les signataires. "Alors que tous les voyants sont au rouge, non, les petits pas ne suffiront pas, c'est d'audace dont nous avons besoin", continue la tribune. Elle liste les solutions déjà connues pour tenter de limiter le réchauffement climatique : "La programmation de la fin de vente des voitures essence et diesel, la contribution des camions et des avions à la lutte contre la pollution et le dérèglement climatique, le forfait mobilité durable pour tous, les zones à faibles émissions, les équipements et stationnements vélo, la modernisation du train, les bornes de recharge pour voitures électriques..."

Les associations estiment que "le contexte n'a jamais été aussi favorable"

Mais "le temps presse", préviennent les signataires, qui regrettent que les objectifs de la France voient trop loin. Horizon 2040 pour la fin des ventes de véhicules essence et diesel. "D'après les experts du GIEC, il nous reste une douzaine d'années, tout au plus, pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C. Reporter la responsabilité à plus tard, nier les recommandations des scientifiques, serait une condamnation ! C'est maintenant qu'il faut se projeter. La politique gestionnaire et de court terme n'a plus de pertinence face à l'urgence écologique et sociale qui caractérise notre époque."

"On le voit, le contexte n'a jamais été aussi favorable et la société française aussi réactive", concluent les associations et organisations signataires en référence au bon score des écologistes aux élections européennes (13,47% pour EELV en France). "Chers députés, saisissez cette opportunité pour donner tout son sens à la loi mobilité. C'est une occasion unique d'inscrire dans l'histoire le virage de la transition écologique et sociale." franceinfo 04.06

"Les partis verts ne portent aucune véritable rupture".

6 Européennes : le vert ne fait pas tout. Par Aurélien Bernier - Les Crises 7 juin 2019

Source : Marianne, Aurélien Bernier, 29-05-2019

Extrait.

L'essayiste Aurélien Bernier décortique le positionnement des Verts en France et dans le reste de l'Union européenne. D'après lui, leurs ambiguïtés à l'égard du libéralisme et du libre-échange les condamnent à l'impuissance.

C'est essentiellement la forte mobilisation de la jeunesse et des classes moyennes intellectualisées, en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression. (...)

A gauche, mais pas trop...

Alors que dans la rue, les manifestants appellent à "changer le système, pas le climat", les verts européens sont pourtant plus que jamais positionnés au centre de l'échiquier politique. Depuis les tout débuts de l'écologie politique, la question se pose aux partis de cette mouvance : faut-il revendiquer une approche "ni droite ni gauche", un ancrage au sein de la gauche de transformation ou bien (ce qui est très différent) de la social-démocratie ?

Pour ce qui est de la gauche de transformation, la chose semble entendue. Les écologistes les plus à gauche, comme Jutta Ditfurth en Allemagne ou Martine Billard en France ont quitté le mouvement vert, laissant la place aux modérés. Pour ces derniers, la gauche de transformation est plutôt inféquentable. Les nouveaux dirigeants verts français se sont maintes fois déchaînés contre le Front de gauche puis la France insoumise. Ils critiquent tantôt l'attachement de ces formations aux régimes progressistes d'Amérique latine, tantôt leur positionnement sur la Russie, ou encore le côté "soviétique" de la planification écologique voulue par Jean-Luc Mélenchon.

L'ancrage "à gauche" des Verts a toujours été, dans les faits, un ancrage à la social-démocratie. Leur participation à la "gauche plurielle" en France de 1997 à 2002 est venue (tout comme celle du PCF de Robert Hue d'ailleurs) cautionner les nombreuses privatisations opérées par le gouvernement Jospin, ainsi

que les somptueux avantages accordés aux actionnaires. En Allemagne, les Grünen comptent trois ministres au gouvernement lorsque le social-démocrate Gerhard Schröder fait adopter (à partir de 2003) les lois Hartz de dérégulation du marché du travail. En France à nouveau, des ministres verts sont présents au sein des deux premiers gouvernements Hollande, de 2012 à 2014.

Dans l'actuel contexte de débâcle de la social-démocratie, les verts, qui ne souhaitent pas être entraînés dans la chute, ont logiquement opté pour un réaligement "ni droite ni gauche". "L'écologie politique n'est pas à marier" affirmait Antoine Waechter en 1986 dans sa motion majoritaire, alors que l'Assemblée nationale basculait à droite. Un discours réhabilité par Yannick Jadot et ses colistiers aujourd'hui. "Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche", assure l'eurodéputée Karima Delli au magazine Le Point.

Mais ces déclarations d'"indépendance" cachent une tout autre réalité : les écologistes ont besoin d'alliances aussi bien au niveau local que national et européen. En Belgique, le coprésident des verts wallons Jean-Marc Nollet s'y dit prêt, au niveau fédéral, à "une coalition avec l'ensemble des partis en dehors de la N-VA [l'extrême-droite]". En Allemagne, les Grünen vont jusqu'à former des "coalitions noires-vertes" avec la droite, comme celle en place dans la région de Bade-Wurtemberg depuis 2016. Au parlement européen de Strasbourg, les verts disent vouloir être « pragmatiques », c'est-à-dire travailler tant avec la droite qu'avec les sociaux-démocrates.

Le "ni-ni" de Yannick Jadot ou des Grünen n'est donc pas un "ni droite ni gauche". C'est un "en même temps". Ni totalement arrimé à la social-démocratie, ni totalement arrimé à la droite, le mouvement vert européen se réserve la possibilité de choisir la meilleure alliance en fonction des pays, des circonstances, et d'en changer si besoin. Bien qu'il s'en défende souvent, il s'aligne de fait sur les politiques libérales conduites aussi bien par les droites européennes (traditionnelles comme la CDU ou rénovées comme la République en marche) que par les forces dites socialistes. Des politiques qui n'offrent comme perspective que l'avènement d'un capitalisme "vert", dont l'un des grands ambassadeurs en Allemagne n'est autre que Joschka Fischer, ancien ministre fédéral et vice-chancelier, écologiste... et aujourd'hui conseiller des multinationales BMW, Siemens ou RWE.

...les partis verts ne portent aucune véritable rupture. Ni avec l'Union européenne, qu'ils rêvent comme beaucoup d'autres de changer de l'intérieur, ni avec l'ordre économique, qu'ils rêvent en fait de moraliser. C'est précisément ce refus de la cohérence qui mène l'écologie politique de victoires européennes ou locales en défaites nationales. Et, plus grave, c'est ce refus de l'affrontement avec les grandes puissances financières qui explique l'échec environnemental de l'écologie politique : malgré plusieurs décennies de "verdissement" du capitalisme, jamais les indicateurs n'ont été aussi rouges. Les Crises 7 juin 2019

Commentaires d'internautes.

1- Les écolos sont les idiots utiles de notre système démocratique. Au même titre qu'un RN, constamment utilisé à des fins de victoire électorale. Les dés sont pipés et le couple Jadot sent l'arnaque à des kilomètres.

2- Marche « pour le climat » (et pourquoi pas des marches « pour le relief »), enseignement scolaire obligatoire du « changement global », alarmisme météo sans cesse renouvelé : les esprits étaient bien conditionnés pour faire monter la vague verte au plus haut, comme en 2009 avec la diffusion du documentaire de Yann Arthus-Bertrand quelques jours avant... les élections européennes.

Cela marche en ville, un peu moins bien à la campagne où on n'est pourtant pas dénué de conscience écologique, et pour cause. Dans ma commune, la liste Jadot atteint 4,8 %, à une ou deux voix derrière les listes Glucksmann ou Dupont-Aignan.

Les Verts arriment définitivement les « socialistes » à droite, au néolibéralisme, s'il en était besoin.

3- Il y a une erreur dans cette phrase :

“en écho aux marches et aux grèves pour le climat, qui explique cette progression.”

En effet il fallait écrire “en écho à la couverture médiatique surabondante aux marches...”

En effet ce sont essentiellement les médias qui font l'élection. Sur les 34 listes, 3 ont été promues jusqu'à plus soif par les journalistes, RN, LREM et EELV. D'où leurs bons scores. Il y a en effet une corrélation significative entre temps de présence médiatique et résultats électoraux.

4- Ces écolos n'ont rien de gauchiste, à part le passé des plus vieux d'entre eux. Ce sont des néo-libéraux qui croient ou font semblant de croire que la préservation de l'environnement est compatible avec la société de marché. C'est toute l'arnaque...

5- C'est grâce aux Verts que l'Allemagne otanisée a bombardé la Yougoslavie en 1999, comme au bon vieux temps (1941). Joschka Fischer, a joué un rôle essentiel à cet égard. Il dénonçait volontiers le « fascisme » serbe.

6- Ce même individu a également eu ces propos formidables: "L'Union Européenne apportera enfin à l'Allemagne la place qui lui a injustement été refusée après deux guerres mondiales". Quand tu penses que ce sont des politiques Allemands 'modérés', on ne se demande plus pourquoi l'UE soutient totalement les néonazebroques Azov, Zvoboda et Pravi sektor...

En France, on a Yves Cochet, député d'oreiller EELV, qui préconise la stérilisation de force des français, par suppression des allocs, au motif konpolutro et que bon, faut quand même faire de la place aux "nouveaux arrivants".

Sans oublier la maboule qui veut laisser crever les malades de plus de 70 piges, il me semble qu'elle sort de la même étable.

La véritable extrême droite est là, ultralibérale, malthusienne, totalitaire, brutale, basse de plafond et bouffie d'orgueil. Quand on peint un drapeau en bleu ou en vert, on peut vraiment faire passer n'importe quoi derrière.

Vive la nécrocratie.

7- ELV, pour moi et à jamais, c'est l'aveuglement et le mépris politiques et européistes, depuis leur immonde communiqué de presse suite à la signature du mémorandum tsipras en 2015 qui a enfoncé le peuple grec dans un véritable sociocide néo-libéral bien au-delà de ce qu'avait osé faire la droite depuis 2010, en "tuant" la gauche et les écolos grecs au passage : "On ne peut pas jouer aux dés 60 ans de construction européenne pour un désaccord sur quelques points de TVA sur la restauration des les îles Grecques" – quand on sait ce qu'ont été les mesures de punition et d'humiliation qui ont été infligées à ce pays, on en reste sidérée par tant de bêtise politique...(ici : <https://eelv.fr/grece-ne-jouons-pas-aux-des-la-construction-europeenne/>)

8- L'urgence écologique absolue c'est le réchauffement climatique du aux gaz à effet de serre issus de l'énergie carbonée (charbon gaz fioul). Les énergies renouvelables ne sont pas des alternatives à l'énergie carbonée. Elles sont additionnelles. Elles représentent un marché alimenté par les subventions publiques en même temps qu'un écran de fumée pseudo-écologique pour masquer la poursuite du cramage de la planète. La diminution nécessaire de l'énergie carbonée se heurterait frontalement aux intérêts des multinationales qui en vivent, et qui constituent le noyau dur du pouvoir capitaliste mondial. Donc il n'y a pas d'écologie politique pertinente dans le contexte du système "démocratique" contrôlé par les maîtres de l'Univers. Le faire croire relève de la collusion. Il n'y a d'écologie que radicale et révolutionnaire.

9- Comment peut-on se dire écolo et partisan de cette UE du libre échange intégral, de l'économie de marché et de la concurrence libre quand on sait que c'est totalement incompatible ? Pour ça , Il faut s'appeler Jadot et ses électeurs pour croire à ces mensonges, l'euronouillerie rend aveugle.

10- Ouest France : " Européennes. Le candidat EELV Yannick Jadot jugé « le plus convaincant » par le Medef"

Le Medef a convié les candidats aux européennes à un grand oral devant une assemblée de chef d'entreprise, le 25 avril. Selon des informations de Franceinfo, c'est l'intervention de Yannick Jadot, tête de liste EELV, qui a été jugée la plus convaincante.

LFIN ?

(Oublié dans les causeries précédentes.) Qui a dit ? (Après l'explosion à Lyon d'un colis piégé)

- ...l'«acte odieux», est l'œuvre d'un individu qui veut «peser sur le vote de dimanche». «Répondons à ceux qui nous menacent en faisant vivre notre démocratie. La tête haute, allons voter pour des jours heureux !?» (RT 25.05)

Réponse : Le député LFI Adrien Quatennens.

"Allons voter pour des jours heureux", peut-on colporter pire criminelle illusion ?

LVOG - Cela fait penser aux "jours heureux" du CNR, de la "Libération"... avec ses tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre de 1954 face à la crise catastrophique du logement, la grève des mineurs de 1963, la grève générale de 1968, quel bonheur ces années-là pour des millions de travailleurs en France ! Nous, monsieur le député, le bonheur, on ne connaît pas, on y a goûté si peu qu'il nous a laissé un goût amer de trop peu...

Néostalinisme. Il faut écarter "une logique du clash, de rupture" avec le régime, avec ses représentants.

Clémentine Autain (Ensemble, ex-PCF - LVOG) réitère que, selon elle, "un tournant a été pris" depuis deux ans, à savoir celui du "eux et nous", le peuple contre les élites, une "logique du clash, de rupture". Elle reproche à son mouvement d'avoir "misé sur le désespoir plus que sur l'espoir, le négatif plutôt que le positif".

BFMTV - Ce fossé, entre la ligne consistant à fédérer la gauche et celle, populiste et souverainiste, visant à fédérer "le peuple", n'a cessé de s'élargir depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

LVOG - Les deux sont opportunistes et suicidaires !

Tous pour un ou une!

- Une des figures de La France insoumise Charlotte Girard quitte le mouvement - AFP 08.06

Ancienne porte-parole de LFI pendant la présidentielle de 2017, Charlotte Girard exprime sa "défiance" à l'égard du mouvement, dont elle critique "l'inefficacité" et le "manque de démocratie". "La désorganisation que je ne suis pas seule à déplorer produit une telle perte d'énergie que c'en est désespérant. Or les voies pour y remédier demeurent opaques et difficiles à emprunter", écrit Mme Girard.

Pour elle, il "n'y a pas de moyen de ne pas être d'accord" au sein de LFI.

Charlotte Girard, auteur du programme originel de LFI en 2016 avec l'économiste Jacques Généreux, dénonce enfin "l'écart que nous n'avons pas comblé entre le monde militant institutionnel et les gens". Constatant que "la jonction n'a pas eu lieu" avec le mouvement des "gilets jaunes", elle estime que LFI est "trop tourné vers l'exercice institutionnel du pouvoir, en l'occurrence l'exploitation du seul contre-pouvoir parlementaire". AFP 08.06

LVOG - LFI s'est fondue dans les institutions de la Ve République et la souricière s'est refermée, fermez le banc.

EN MACRONIE

Après la béatification, c'était dans l'ordre des choses.

- La résurrection d'Emmanuel Macron - LePoint.fr 01.06

Le « tous contre Macron » s'est retourné contre ses instigateurs et permet au président de rester maître du jeu. LePoint.fr 01.06

LVOG - Il ne manque plus que la multiplication des pains, pardon, c'est déjà fait au CAC40 !

Non, sans blague ! La pompe à fric !

- Comment Macron a aspiré l'électorat de droite - Le Parisien 01.06

À l'occasion de ces élections européennes, le vivier électoral d'Emmanuel Macron semble avoir clairement basculé à droite. Le Parisien 01.06

LREMRN

- La droite mieux incarnée par Le Pen ou Macron que par Wauquiez, selon un sondage - L'Express.fr 02.06

Un sondage Ifop pour le JDD vient écorner un peu plus la stature du patron de LR, déjà fragilisé par le résultat aux européennes. L'Express.fr 02.06

En famille. Macron n'a pas d'ennemis à droite et à gauche. Ajoutons : Pas même à l'extrême droite.

- Gilles Boyer (LREM) s'excuse après avoir parlé des "ennemis du Président" - Le HuffPost 01.06

Cet impair a fait bondir aussi bien à gauche (Olivier Faure, patron du PS) qu'à droite (Jean Léonetti, numéro 2 de LR). Le HuffPost 01.06

On ne va pas les contredire !

- « Macron est le meilleur président de droite qu'on ait eu depuis un certain temps » - LePoint.fr

Emmanuelle Mignon, l'ex-conseillère de Nicolas Sarkozy.

A droite toute !

- Plusieurs maires de droite appellent à soutenir Macron - Le HuffPost

C'est une tradition chez les Rothschild !

- L'hommage très politique de Macron à Pompidou - Le Parisien

Rappel. Macron et Pompidou ont servi chez les Rothschild...

Totalitarisme rime avec négationnisme ou comment ils réécrivent le passé ou le font disparaître.

- 75e anniversaire du Débarquement des Alliés : "La Résistance française a joué un rôle déterminant" en Normandie - Franceinfo

Sans les renseignements fournis par la Résistance française, "le débarquement ne se serait peut-être pas déroulé en Normandie ou il aurait peut-être échoué", explique l'historien Dominique Lormier. Franceinfo

- Le Débarquement en Normandie «n'a pas eu d'influence décisive» selon la Russie - Le Parisien 5 juin 2019

La Russie a appelé mercredi à ne pas « exagérer » l'importance du Débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, dont sera fêté jeudi le 75e anniversaire, et à ne pas « minorer » ainsi le rôle de l'URSS dans la défaite d'Adolf Hitler.

« L'apport des Alliés dans la victoire sur le Troisième Reich est clair. Mais il ne faut pas l'exagérer et minorer par là même la signification des efforts titanesques de l'Union soviétique, sans laquelle cette victoire n'existerait tout simplement pas », a déclaré aux journalistes la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Tout en « rendant hommage à tous ceux qui sont tombés », la diplomate a dénoncé une « réécriture catastrophique de l'Histoire » donnant selon elle, notamment dans les films et les articles de presse, aux Etats-Unis et à leurs alliés un rôle prédominant dans la défaite allemande.

Selon elle, « le Débarquement en Normandie n'a pas eu d'influence décisive sur l'issue de la Seconde guerre mondiale [...] déjà déterminée par la victoire de l'Armée rouge, avant tout à Stalingrad et Koursk ».

Les autorités russes et le président Vladimir Poutine, qui ne sera pas présent aux commémorations, dénoncent depuis de nombreuses années l'oubli dans lequel sont tombés selon eux en Occident les considérables sacrifices et les 27 millions de morts des Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Parisien 5 juin 2019

LVOG - Le débarquement 200.000 soldats britanniques, américains et canadiens, 10.000 morts environ. URSS, 27 millions de morts...

- La face cachée du débarquement en Normandie: Ce qui resta tabou par Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Extrait. (Cet article a été d'abord publié le 5 juin 2014.)

L'apport « réel » de la résistance lors du débarquement : Un tabou ?

La doxa officielle a toujours présenté la « Résistance » comme étant la cheville ouvrière de la réussite du débarquement. Qu'en est-il de l'apport de la résistance (Forces françaises de l'Intérieur)?.

Dans la publication suivante, nous verrons que l'apport est beaucoup plus discret que l'histoire officielle ne l'a présenté. Nous lisons: «Le mythe des maquisards qui auraient joué un rôle très important dans la victoire des Alliés a la vie dure. Dans son ouvrage: «La Résistance expliquée à mes petits-enfants», La résistante Lucie Aubrac déclare: «Dans cette prison qu'était devenue la France, la Résistance a renseigné efficacement les Alliés, a contribué avec peu d'armes à vaincre l'occupant, a libéré seule une partie de notre pays, a aidé les Alliés sur le sol français, a poursuivi avec eux l'armée allemande jusqu'à sa totale défaite, a débarrassé la Patrie du régime de collaboration» (...) Dans son livre intitulé: Les F.T.P., l'ancien commandant en chef des Francs-Tireurs et Partisans français, Charles Tillon, va même plus loin: il attribue la réussite du Débarquement aux FFI qui, dans les premières heures du 6 juin 1944, auraient apporté à l'opération des moyens... deux fois supérieurs à ceux des Alliés. Sa démonstration vaut la peine d'être exposée. L'auteur s'appuie tout d'abord sur une note du QG allié en 1944 selon laquelle la force des FFI «représentait l'équivalent en hommes de quinze divisions» (...)» (4)

«L'auteur «oublie» toutefois: -que les premières vagues d'assaut anglo-américaines n'étaient pas seules; elles reçurent l'appui décisif de la marine et de l'aviation qui pilonnèrent-que les «quinze divisions» FFI étaient non seulement peu armées, L. Aubrac avoue que la Résistance avait «peu d'armes» mais surtout, qu'elles n'étaient pas regroupées en Normandie pour attaquer Les forces allemandes présentes sur les lieux. Dans l'ouvrage d'Eisenhower, le satisfecit décerné à la Résistance arrive au seizième chapitre: Eh

bien, dans ces 74 pages, seules... onze lignes sont consacrées à l'appui que pourrait fournir la Résistance. Et voici ce que D. Eisenhower écrit: «Notre plan reposait sur l'appoint considérable que nous escomptions de la part des mouvements des maquis en France. On savait qu'ils étaient particulièrement nombreux en Bretagne, et dans les montagnes et les collines proches de la côte méditerranéenne. [...] Nous désirions particulièrement que, le Jour J, le général De Gaulle s'adressât avec moi par radio à la population française afin qu'elle ne se soulève pas et ne s'expose pas à des sacrifices inutiles qui n'avaient pas encore d'intérêt mais qu'elle se réservât pour le moment où nous lui demanderions son appui.» C'est net: pour débarquer, les Anglo-américains n'avaient nullement besoin de l'aide de la Résistance. Ils n'en voulaient pas. Ils considéraient que ce serait des «sacrifices inutiles». Les actions de harcèlement n'ont nullement pesé sur le cours des opérations.» (4)

A l'occasion du soixantième anniversaire du Débarquement, la question suivante a été posée à Jean Vanwelkenhuyzen, un historien de référence: «La résistance a-t-elle vraiment représenté un appoint pour les armées régulières?» Il a répondu: «Il y a une légende dorée française qui a été une manière de gommer la défaite de 1940. Les maquis locaux ont pu fournir des renseignements qui échappaient à la reconnaissance aérienne et aussi jouer un rôle dans certains combats. Mais dire que cela a changé les opérations, non.» (4) Mondialisation.ca, 08 juin 2019

Note

4. <http://forumfrance-en-guerres.clicforum.fr/t2110-Le-mythe-de-la-Resistance-qui-aurait-permis-le-Debarquement-allie-en-Normandie.htm>

En complément

- L'Ukraine reçoit le soutien de l'UE et de l'OTAN - euronews 05.06

Ce n'est pas un hasard si le nouveau président ukrainien a choisi Bruxelles pour sa première visite officielle. La capitale belge, abrite en effet le siège des institutions européennes et de l'OTAN et ces dernières soutiennent l'Ukraine depuis l'annexion de la Crimée par la Russie. euronews 05.06

EN MARCHÉ VERS LE TOTALITARISME

Un régime toujours plus liberticide.

- Paris va interdire la cigarette dans 52 parcs et jardins - Le HuffPost 30.05

Ceux qui voudront s'en griller une au soleil devront faire preuve de vigilance. Ce jeudi 30 mai, franceinfo rapporte que la mairie de Paris a prévu de bannir la cigarette dans 52 parcs et jardins de la capitale, à l'occasion de la journée mondiale sans tabac, samedi 8 juin.

- **Schiappa salue l'action "de lanceuses d'alerte des Femen sur les féminicides" - Le HuffPost 31.05**

Les barbares d'Ei ou Daesh ont coupé des mains, Nuñez les a arrachées et il en est tout aussi fier!

- "Gilets jaunes" : "Pas de regret" sur la gestion de l'ordre public dit Nuñez - AFP 02.06

Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a déclaré dimanche ne pas "avoir de regret" sur la gestion des manifestations de "gilets jaunes", estimant que "ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un oeil a été éborgné" qu'il y a eu faute des forces de l'ordre. AFP 02.06

A défaut ou en attendant de pouvoir les interdire, la tentation est si grande qu'elle doit s'exprimer.

- Gilets jaunes : Sibeth Ndiaye considère que les manifestations «n'ont plus lieu d'être» RT - 2 juin 2019

Beaucoup de choses ont été réalisées depuis le début du mouvement», fait ainsi valoir Sibeth Ndiaye, qui prend pour exemple le grand débat national d'Emmanuel Macron, ou encore, les «mesures pour le pouvoir d'achat». «Aujourd'hui, je considère que ces manifestations n'ont plus lieu d'être», juge-t-elle au lendemain de l'augmentation de 5,9% du prix de l'électricité, et alors même que les tarifs à la pompe sont plus élevés qu'au début du mouvement.

En tout état de cause, «il n'y a plus de débouchés politiques» au mouvement, estime Sibeth Ndiaye. Pourtant, beaucoup de Gilets jaunes concentrent désormais leurs efforts sur l'élaboration de leur propre processus démocratique, indépendant. Des assemblées délibératives citoyennes vont ainsi se tenir un peu partout en France (la première aura lieu à Toulouse le 8 juin), au cours desquelles seront traitées les revendications issues de la plateforme en ligne du Vrai débat, le débat alternatif lancé par des collectifs de Gilets jaunes pour recueillir les doléances des citoyens. Des propositions de lois citoyennes devraient émerger à cette occasion sur les sujets chers aux manifestants, à l'instar du référendum d'initiative citoyenne.

Par ailleurs, d'autres voix au sein même du mouvement, offrent une autre piste d'explication à la faible mobilisation constatée lors des dernières manifestations du samedi. «Ça devient un carnaval, c'est du n'importe quoi, on se retrouve là, à jouer du tam-tam dans Paris avec deux-trois manifestations dans [la capitale]», expliquait ainsi Eric Drouet le 1er juin. Appelant à davantage d'unité, le Gilet jaune prônait un retour aux actions traditionnelles telles que «des blocages, des opérations escargot, des opérations "péages gratuits", des blocages [de] raffinerie». RT - 2 juin 2019

Le régime de Macron est compatible avec les néonazis.

- Pourquoi le Sénat français invite-t-il un terroriste néo-nazi...et l'assure-t-il de son soutien ? - investigaction.net - 31 Mai 2019

Extrait. Ce mercredi 29 mai 2019, la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, recevait une délégation de vénézuéliens, avec à leur tête Lorent Saleh.

Qui est Laurent Saleh ?

Lorent Saleh est un activiste politique vénézuélien et fondateur du groupe ultra-radical Juventud Activa Venezuela Unida (JAVU). Ce groupuscule a été formé par les serbes de l'organisation Canvas (ex Otpor) aux techniques de coup d'Etat soft, théorisé par Gene Sharp. Ayant quitté Javu pour créer une autre officine (Operación Libertad), Lorent Saleh fut responsable d'actions insurrectionnelles réalisées dans l'Etat central de Carabobo. Actes pour lesquels il écoperait d'une condamnation sans incarcération en 2010, mais avec l'obligation de se présenter au commissariat. Selon des révélations du Ministère de l'Intérieur vénézuélien, il participe, dès 2011, à des camps d'entraînement dans le but d'agresser le gouvernement d'Hugo Chávez.

Le 6 juillet 2013, Mr. Saleh a participé, en Colombie, au lancement d'un mouvement politique (Alliance Nationaliste pour la Liberté) aux cotés de militants néo-nazis du groupe Troisième Force. Le positionnement politique de Lorent Saleh n'est pas un délit, cependant il nous paraît étonnant que le Sénat français déroule le tapis rouge à des représentants de cette idéologie.

Photo - Lorent Saleh et Diego Cubillos, du groupuscule nazi colombien Tercera Fuerza

Photo - Les amis colombiens de Lorent Saleh (Faisant le salut nazi à la tribune d'une réunion ou d'un meeting, brassards et drapeaux nazis. - LVOG)

En 2014, il participe à des guérillas urbaines dans le but de renverser le gouvernement vénézuélien. Bilan : 41 morts, 608 blessés, dont la plupart sont imputables aux amis de Mr Saleh. Durant les mois qui suivirent ces violences, le jeune vénézuélien s'initiera à cette diplomatie parallèle en parcourant plusieurs pays dans le but de conquérir des soutiens dans sa lutte contre le gouvernement du Venezuela.

Au cours de cette année, il retournera en Colombie et sera arrêté par les autorités colombiennes pour avoir participé à des actions violentes à Bogota, et avoir tenté d'infiltrer l'Ecole de Guerre de ce pays.

Durant sa détention en Colombie, le journal colombien El Tiempo, publiera des photos compromettantes de Lorent Saleh dont une, où il apparaît armé d'un fusil Galil, de fabrication israélienne. El Tiempo relèvera pudiquement que l'activité de Lorent Saleh allait bien au delà de ce que son visa de coopération lui permettait. Au vu des révélations de cet organe de presse peu susceptible de complaisance avec la Révolution Bolivarienne, on peut se demander ce qui justifie l'invitation d'une telle personnalité dans les institutions de notre République.

Photo - Docteur Lorent et Mister Saleh. A gauche, lors de son audition au Sénat de la République Française, à droite armé d'un fusil Galil, prêt à commettre des activités terroristes au Venezuela

Pire encore, la même année, un échange skype entre Laurent Saleh et un mystérieux interlocuteur révèle le caractère mercenaire de l'invité du Sénat. Durant la conversation, que chacun peut découvrir, Lorent Saleh découvre les contours d'une opération terroriste qu'il a lui-même contribué à planifier.

«Il faut commencer à monter des camps d'entraînement, ici en Colombie. Que nos gens apprennent à manier les armes et les explosifs, à faire de l'auto-défense et du parachute » dit l'invité de la République française. Puis il continue « nous possédons déjà des explosifs et du C4, mais nous devons avoir aussi des gilets pare-balles et de l'armement, et une façade diplomatique avec Opération Liberté [son ONG, NDT]». (<https://www.youtube.com/watch?v=OfhrHAUX49w>)

En septembre 2014, la Colombie finira par extraditer ce terroriste en herbe au Venezuela, et lui interdira l'accès à son territoire durant 10 ans. Rapatrié dans son pays, il sera jugé, arrêté, mis sous les verrous, puis libéré en 2018, dans le cadre de négociations entre le gouvernement vénézuélien et des diplomates européens.

Le 26 février 2019, trois jours après l'échec du gouvernement des Etats-Unis de violer la souveraineté du territoire vénézuélien, nous retrouvons Lorent Saleh en Colombie. L'interdiction d'entrer sur ce territoire, émise par la justice cinq ans auparavant, avait été levée pour 90 jours par le gouvernement d'Ivan Duque. Ce soir là, il fut arrêté par la police colombienne. Les interprétations sur les causes de cette arrestation divergent. Certaines sources révèlent que Lorent Saleh aurait essayé d'abuser de deux femmes dans un bar de nuit, la police de Colombie informera quelques jours plus tard qu'il s'agissait d'un contrôle de routine. Il sera finalement libéré. (<https://www.investigacion.net/fr/pourquoi-le-senat-francais-invite-t-il-un-terroriste-neo-nazi-et-lassure-t-il-de-son-soutien>)

Reporters Sans Frontières récompensé pour service rendu, c'est dans l'ordre des choses.

- Reporters Sans Frontières reçoit le prix du régime assassin de journalistes (The Electronic Intifada) - legrandsoir.info 2 juin 2019

Extrait. Reporters Sans Frontières est vivement critiquée pour avoir accepté un prix d'un régime qui assassine des journalistes.

Le groupe, souvent connu sous son sigle RSF, a reçu le prix Dan David pour la "défense de la démocratie" plus tôt ce mois-ci lors d'une cérémonie à l'Université de Tel Aviv en présence du président israélien Reuven Rivlin.

Christophe Deloire, directeur de RSF, a reçu le prix au nom du groupe.

Hélène Le Gal, ambassadrice de France à Tel-Aviv, a qualifié la remise du prix de " belle soirée " :

En février, une commission d'enquête indépendante de l'ONU a constaté que des tireurs d'élite israéliens avaient " intentionnellement tiré " sur des journalistes palestiniens couvrant les manifestations de la Grande Marche du retour à Gaza l'année précédente.

Deux ont été tués - Yaser Murtaja et Ahmed Abu Hussein.

Le Comité pour la protection des journalistes a qualifié les assassinats de Murtaja et d'Abou Hussein d'"éléments d'un schéma", notant que personne n'a jamais été tenu responsable de ces assassinats et d'autres assassinats de professionnels des médias par Israël.

L'organisation de défense des droits humains Al Mezan, basée à Gaza, a documenté plus de 230 attaques contre des journalistes pendant la Grande Marche du retour, dont 100 à balles réelles, et un nombre similaire causées par des grenades lacrymogènes.

Hamza Abu Eltarabesh, un collaborateur fréquent de Electronic Intifada, a récemment déclaré à The Electronic Intifada Podcast qu'il avait cessé de porter un gilet marqué PRESSE lorsqu'il couvrait les manifestations à Gaza et qu'il avait juste essayé de se fondre dans la foule parce que l'armée israélienne visait délibérément tant de journalistes.

Plus tôt ce mois-ci, des avions de combat israéliens ont pris pour cible et détruit les bureaux de l'agence de presse turque Anadolu à Gaza City.

"Le fait que Reporters sans frontières ait reçu ce prix nuit malheureusement à sa crédibilité", a déclaré l'Agence Média Palestine.

En effet, recevoir un prix pour la "démocratie" en présence de Reuven Rivlin, président du régime israélien qui a adopté en juillet dernier la loi de l'Etat-nation instituant officiellement l'apartheid, ne favorise pas la démocratie, bien au contraire".

L'Agence Média Palestine a accusé Reporters sans frontières d'avoir participé à un exercice de propagande visant à réhausser l'image d'Israël.

Les militants palestiniens ont appelé les lauréats précédents à refuser d'accepter le Prix Dan David.

En 2010, par exemple, PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, a dit à la célèbre auteure canadienne Margaret Atwood que son acceptation du prix appuierait une "campagne bien huilée pour blanchir les graves violations par Israël du droit international et des droits humains fondamentaux".

L'auteur de The Handmaid's Tale a ignoré les appels palestiniens et accepté le prix de 1 million de dollars.

Le Prix Dan David est administré par l'Université de Tel Aviv, elle-même largement complice du système d'occupation, du colonialisme des colons et de l'apartheid israéliens.

Le jury du Prix Dan David comprend Henry Kissinger, l'homme d'État américain notoire pour une série de crimes horribles, dont le coup d'État militaire de 1973 au Chili et le bombardement génocidaire du Cambodge qui a tué 1,7 million de personnes. legrandsoir.info 2 juin 2019

Dans la France de Macron aussi...

- "J'ai peur qu'ils entrent et tirent sur tout le monde" : au Soudan, les militaires poursuivent les manifestants jusque dans les hôpitaux. Franceinfo

Ils ont trouvé leur modèle de démocratie.

- Le chef de la transition soudanaise rencontre Sissi au Caire - Reuters 25.05

- En Thaïlande, le chef de la junte conserve son poste de Premier ministre - AFP

- Opérations de l'armée française dans le Gourma malien et au Burkina - AFP

ILS OSENT TOUT

- François Hollande : "Vive le social-humanisme !" - L'Express.fr

LVOG - Vaut mieux faire disparaître la démocratie, c'est cohérent, mais une supercherie tout de même !

- Aurélien Pradié (LR) : «Le social c'est l'ADN de la droite» - LeFigaro.fr

LVOG - Même Hollande le dit...

- Laurianne Rossi (LREM): «Il faut renouer avec l'électorat de gauche» - LeFigaro.fr

LVOG - Qu'ils n'ont jamais conquis !

- Yves Cochet : "L'humanité pourrait avoir disparu en 2050" - Le Parisien

LVOG - Heureusement qu'il aura disparu avant !

- Antoine Frerot : "L'air intérieur est souvent plus pollué qu'à l'extérieur" - Franceinfo 05.06

Invité de Jean-Paul Chapel dans "l'éco", Antoine Frerot, PDG de Véolia, est venu parler du recyclage des déchets et de la pollution de l'air à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement.

LVOG - Les déchets dans son genre ne sont pas recyclables !

- "Gilets jaunes" : qui est l'abbé Michel, dans la tourmente après avoir entonné un chant anti-Macron à la fin d'une messe ? - Franceinfo 05.06

Le préfet de l'Eure a saisi la procureure de la République d'Evreux pour outrage envers le chef de l'Etat et pour violation de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Franceinfo 05.06

LVOG - Amen, dixit le chanoine de Latran Macron !

- « Je veux voir Maduro devant la CPI » - LePoint.fr 05.06

Lorent Saleh, prix Sakharov en 2017...

LVOG - Il a bien mérité son prix de la honte délivré par l'UE !

- En Colombie, Angelina Jolie plaide pour les enfants apatrides de migrants vénézuéliens - AFP

- Liao Yiwu : « La complaisance de l'Occident vis-à-vis de la Chine est criminelle » - LePoint.fr 05.06

- Danemark : une campagne centrée sur l'immigration - euronews 05.06

La candidate sociale-démocrate, convertie au rigorisme migratoire, est donnée favorite. euronews 05.06

Et elle l'a emporté ! Vive l'Otan et la guerre !

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ? TRIBUNE LIBRE

Contre-analyse des dernières élections européennes.

Par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 05 juin 2019

Extraits.

- ... l'augmentation relative de participation dont on nous a parlé s'explique en partie par le fait que dans plusieurs Etats étaient organisés des scrutins régionaux voire nationaux, comme en Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Lituanie et Roumanie. Si ces scrutins intérieurs n'avaient pas été couplés aux élections européennes, on peut raisonnablement penser que l'abstention à ces dernières eût été plus forte.

- A force de répéter sans discontinuer des mensonges sur les ondes, ceux-ci rentrent lentement dans l'inconscient collectif et devient 'vérité'. C'est une technique vieille comme le monde qui fait toujours recette. D'autant plus aujourd'hui, à l'ère des réseaux sociaux et de la surinformation. Or cette info est complètement fausse

- Voyez les budgets des Ministères de la Défense qui en réalité s'appuient là-aussi sur des mensonges. Non, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, la Palestine, le Yémen, le Soudan, l'Iran, la Russie, la Chine, la Corée du Nord ne nous menacent pas, bien au contraire, par nos méthodes néocoloniales beaucoup de ces pays participent, malgré eux, à notre propre confort. Mais le lobby de l'armement agite des menaces inexistantes sur base de 'fake news' répétées, là aussi en boucle, dont on finit par voir l'imposture. En attendant, nos Etats 'ruinés' multiplient taxes et impôts pour financer ces budgets guerriers au profit d'une poignée de nantis qui s'engraissent sur les cadavres d'innocents, bien éloignés de leurs lieux de vie !

Cette orientation débridée vers un libéralisme à tout crin, sans prendre garde aux effets collatéraux d'élus se liant de la sorte aux principaux acteurs financiers – puisque là aussi, les campagnes électorales voient affluer des donations privées – est d'une dangerosité extrême : vous voulez notre argent, faites tourner nos usines, et de préférence à moindre coût. Si la boucle semble ainsi bouclée, ces politiques mettent véritablement la vie de tous les citoyens en danger. Parce qu'à terme, la réponse des pays que ces politiques dévastent finira par nous revenir en pleine figure.

Ce n'est pas un scénario pessimiste, c'est ce que l'Histoire nous enseigne. Mais comme le résume très justement Bruno Guigue : « Avec le totalitarisme dans les médias, difficile d'avoir la démocratie dans les urnes ».

Fait à noter : cette droite dure qui s'affirme ouvertement a la particularité d'être en parfaite symbiose avec l'actuel gouvernement du régime d'apartheid israélien. Ce qui d'une part, illustre l'esprit qui anime ce beau monde, et d'autre part présage que rien ne sera fait au niveau européen pour empêcher l'occupant sioniste qui se sent, avec l'appui inédit du gouvernement de D. Trump, les coudées décidément franches pour poursuivre le démantèlement de ce qui reste de la Palestine historique.

Les analyses de ces 'euroïnomanes' proclamés sont donc étranges voire amusantes à lire, avant de devenir sans doute dramatiques dans le quotidien des citoyens qui par manque de lucidité et de réflexion se seront fait bernier, une fois de plus ! Mondialisation.ca, 05 juin 2019

«Choc des civilisations» ou crise de civilisation?

Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 31 mai 2019 Asia Times 17 mai 2019

La perspective des dirigeants occidentaux actuels suggère que l'humanité aura de la difficulté à survivre au 21ème siècle

Extraits.

Beijing a accueilli cette semaine la Conférence sur le dialogue des civilisations asiatiques.

Dans son discours liminaire, le dirigeant chinois a essentiellement insisté sur le fait qu'une civilisation forçant une autre est « stupide » et « désastreux ». Dans le concept de dialogue des civilisations de Xi, il a fait référence à l'Initiative des Nouvelles routes de la soie ou Belt and Road (BRI), en tant que programme « qui a élargi les canaux pour les échanges et la communication ».

Le calme et la rationalité de Xi constituent un message saisissant et contrasté face à la campagne « Make America Great Again » du président des États-Unis, Donald Trump.

L'Ouest contre l'Est et le Sud

Comparez – et notez le contraste – les commentaires de Xi et ce qui s'est passé lors d'un forum sur la sécurité à Washington un peu plus de deux semaines auparavant, lorsqu'un bureaucrate du nom de Kiron Skinner, directeur de la planification des politiques au département d'État, a qualifié la rivalité américano-chinoise de « choc des civilisations » et de « lutte avec une civilisation et une idéologie vraiment différentes de celles des États-Unis. »

Et ça a empiré. Cette civilisation était « non caucasienne » – une résurrection, au XXI^e siècle, du peu subtil « péril jaune » – rappelons-nous : le Japon « non caucasien » de la Seconde guerre mondiale était le « péril jaune » original.

L'adage Diviser pour régner, pimenté de racisme, explique le mélange toxique qui imprègne le discours hégémonique américain depuis des décennies. Le mélange se réfère au livre de Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* [Le choc des civilisations et le remaniement de l'ordre mondial], publié en 1996.

La pseudo-théorie de Huntington, venant de quelqu'un qui ne connaissait pas grand-chose de la complexité multipolaire de l'Asie, sans parler des cultures africaine et sud-américaine, a été impitoyablement discréditée à travers de vastes étendues du Sud global. En fait, Huntington n'a même pas inventé le concept original et imparfait. C'est le travail de l'historien et commentateur anglo-américain Bernard Lewis, qui passe aux États-Unis pour un gourou du Moyen-Orient

Diviser, gouverner, conquérir

Comme Alastair Crooke, fondateur du Conflicts Forum, l'a souligné, Lewis a toujours prêché la division pour régner – avec une touche marquée de racisme – dans les États islamiques. Il était fervent partisan du changement de régime en Iran et sa recette pour traiter avec les Arabes était de « les frapper entre les deux yeux avec un gros bâton » parce que, selon lui, la seule chose qu'ils respectent est le pouvoir.

Crooke nous rappelle que depuis les années 1960, Lewis maîtrise parfaitement les vulnérabilités des « différences religieuses, de classe et ethniques comme moyen de mettre fin aux États du Moyen-Orient ». Lewis est un héros dans un certain milieu – celui qui inclut l'ancien vice-président américain Dick Cheney et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo.

Nous vivons à l'ère d'un « Lewis revisité ». Dans la mesure où le monde islamique [sunnite] est en grande partie maîtrisé, en proie à la torpeur ou au chaos, le choc des civilisations concerne essentiellement, à une échelle réduite, la maîtrise et/ou la destruction de l'Iran chiite.

Pendant ce temps, le véritable affrontement – comme le souligne le département d'État – a lieu avec la Chine.

Huntington, le sous-Lewis, n'incluait pas la Russie dans « l'Occident ». Le département d'État US, révisionniste, le fait. Sinon, comment justifier le qualificatif « Nixon à l'envers » ?

« Nixon à l'envers », rappelons-le, est la recommandation de Kissinger au président Donald Trump : essayez de diviser la Russie et la Chine, mais cette fois, en séduisant la Russie.

Un révisionniste du Pentagone a également mis au point le concept « Indo-Pacifique ». La seule justification de l'amalgame est que ces deux zones doivent mener une politique étrangère soumise à l'hégémonie américaine.

La logique est toujours diviser pour régner en affrontant les civilisations – les divisions provoquant le chaos dans toute l'Eurasie.

Mais cette stratégie est appliquée dans le contexte d'un tournant historique crucial : le moment où la Nouvelle route de la soie BRI s'installe comme feuille de route pour l'intégration eurasiennne progressive.

Ce que nous vivons maintenant n'est pas un choc de civilisations ; c'est une crise de civilisation.

Si le paradigme selon lequel la plus grande partie de l'humanité survit à peine n'est pas changé – et il y a peu de signes qu'il change – il ne restera plus aucune civilisation à affronter. Mondialisation.ca, 31 mai 2019

La suprématie occidentale est en voie de disparition

Par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 31 mai 2019

Le 28 mai, j'ai écrit que Le monde occidental s'effondre si vite que je craignais d'avoir à vivre sa disparition. Mon article traitait de l'aggravation de la diabolisation des Blancs, qui leur fait perdre la confiance en eux. La culpabilité qui leur est inculquée, les incite à accepter d'être discriminés au profit des migrants arabes, africains et hispaniques, que les dirigeants d'entreprises cupides et les politiques aveugles ont introduit dans le pays. La politique identitaire du parti démocrate avantage les migrants à peau plus sombre qui se présentent en victimes du visage pâle agresseur. De la même manière que les Juifs ont découvert l'avantage d'intoxiquer les Gentils en leur inculquant de la culpabilité, les Arabes, les Africains et les Hispaniques l'ont fait aussi.

Le naufrage psychologique et émotionnel n'est pas la seule forme d'écroulement en cours aux États-Unis et dans le monde occidental en général. Il y a aussi la débâcle économique et sociale, en particulier aux États-Unis. Aujourd'hui, en grande partie à cause de la délocalisation, les grandes villes étasuniennes jadis industrielles, comme Détroit, Saint-Louis, Cleveland, Flint dans le Michigan, Gary dans l'Indiana, ont perdu 20% de leur population.

La déliquescence sociale est manifeste dans la montée du nombre de sans-abri. Los Angeles, San Francisco et Seattle comptent d'importantes populations de sans-abri qui campent dans les rues, les parcs et les quartiers huppés des villes, comme Venice Beach. [NdT : À San Francisco, comme les SDF se soulagent à même la chaussée, depuis que la municipalité de gauchistes à-la-Clinton ferme les toilettes publiques le soir, la ville sent franchement le caca.]

À Los Angeles, les étrons et les ordures qui encombrant les rues, ont provoqué une invasion de rats et de puces. Les conditions sanitaires périlleuses font que les autorités médicales prévoient là-bas pour cet été une grande épidémie de maladie infectieuse. Craignant une épidémie de typhus à cause de l'infestation des rats, les tapis de l'hôtel de ville infestés de puces sont enlevés.

Pour les contribuables déjà pressurés, les coûts explosent. Ainsi, à Los Angeles en 2016, les électeurs avaient accepté de financer 1,2 milliard de dollars 10 000 logements pour sans-abri. Il y a trois ans, le coût prévu s'élevait à 140 000 dollars par logement. Maintenant, c'est 500 000 dollars l'unité. Comme l'a rapporté un journal, dépenser un demi-million de dollars pour construire un logement locatif basique, afin de permettre à une famille sans abri de s'abriter de la pluie, ne paraît pas être une idée viable.

Parmi les solutions à l'étude, il y a les camps de réfugiés et la refonte de la politique d'accueil des millions de gens venus de pays pauvres et instables. Nous sommes en train de nous appauvrir sans alléger la pauvreté dans le monde. Pour chaque personne accueillie aux États-Unis, des dizaines de milliers restent. Déjà, des régions ressemblent aux Indes d'il y a 100 ans.

L'assistance aux sans-abri profite au moins aux organisations libérales et progressistes, qui amassent fric et pouvoir pour lutter contre ce problème aux dépens des contribuables.

Autre signe de déliquescence sociale, la montée de la violence. Au cours du week-end du Memorial Day, 42 zèbres ont été flingués à Chicago. MS-13, le gang de voyous formé à l'origine par des migrants salvadoriens et honduriens, a développé son activité depuis la Californie jusqu'à Long Island, et il envahit maintenant les Hamptons. Pour se protéger, les résidents installent des fenêtres à l'épreuve des balles, des portes d'acier et des pièces sécurisées dans leurs maisons.

Autre signe de déliquescence sociale, les problèmes croissants liés à l'eau. Le problème de Flint dans le Michigan est bien connu, mais beaucoup d'autres ont bénéficié de moins de publicité. L'Hôpital Henry Ford et le Département de la santé de Detroit font état d'une augmentation considérable du nombre de maladies transmises par l'eau.

Ce n'est qu'un avant-goût de l'accélération de la déliquescence sociale. Les lecteurs vont écrire pour demander pourquoi je n'ai pas inclus ceci, cela et la débâcle des soins de santé. La réponse est que ceci n'est qu'un article, pas un livre.

Ce que nous vivons, c'est l'échec du gouvernement sur tous les plans. Des sommes énormes sont dépensées dans les guerres et pour les fomenter, pendant que Los Angeles est face à une épidémie de typhus. Pendant deux décennies, pour le compte d'Israël, les États-Unis ont dépensé des milliers de milliards de dollars dans les guerres au Moyen-Orient. Washington les appelle 'guerre au terrorisme' pour dissimuler ses véritables intentions et la motivation de la barbarie qui a tué, mutilé, rendu orphelin et déplacé des millions de gens. L'une des conséquences de ces guerres insensées a été de radicaliser les Musulmans contre les Occidentaux, alors même que les États-Unis et l'Europe faisaient venir dans leurs pays des millions de ces gens déplacés.

Les pays dont la population est hétérogène sont déjà désavantagés par la désunion, mais c'est de la folie de faire venir un nombre considérable de gens qui ont toutes les raisons de vous haïr. Une fois là, la politique identitaire transforme la haine en arme contre la population blanche.

Si un pays décidait de se suicider, il ferait exactement ce que font les États-Unis et l'Europe. C'est ce problème qui est grave, et non pas l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, la Syrie, la Russie ou la Chine. Il est probable que la politique identitaire est à présent si ancrée dans les institutions, comme dans l'enseignement élémentaire de New York, que la désunion est désormais une spécificité acquise des États-Unis.

Les problèmes largement non identifiés qu'affrontent les États-Unis, submergeraient même un pays unifié. Mais pour un pays aussi désuni, il est difficile d'envisager un dénouement favorable.

Article original en anglais : [Western Supremacy Is On Its Way Out](#), le 29 mai 2019 [Mondialisation.ca](#), 31 mai 2019

[La Chine salue la victoire de Modi en Inde. Voici pourquoi](#)

Par M. K. Bhadrakumar - [Mondialisation.ca](#), 06 juin 2019

La Chine n'a pas été particulièrement troublée par le fait que l'Inde a renforcé ses relations avec les États-Unis ou que son non-alignement est en grand danger. Cette opinion a été renforcée après le sommet informel de Modi avec le président chinois Xi Jinping en avril à Wuhan et avec le président russe Vladimir Poutine un mois plus tard à Sochi. On peut raisonnablement considérer que Xi et Poutine ont côtoyé Modi de très près, intimement, et ont décidé de faire affaire avec lui, même dans les nouvelles conditions de la guerre froide.

En fait, dans un geste extraordinaire de camaraderie, le Kremlin a annoncé la décision de conférer à Modi le prix national le plus prestigieux de Russie, après le début des élections indiennes.

Un commentaire de l'Observer dans le journal du parti communiste chinois Global Times du 20 mai révèle de manière éloquent le soulagement de savoir que Modi sera à la barre des affaires à Delhi à un moment critique de la géopolitique dans la région. Les extraits suivants sont intéressants :

1. « La réélection de Modi stabilisera et améliorera davantage les relations sino-indiennes. Pendant le mandat de Modi, les relations entre l'Inde et la Chine ont témoigné d'une tendance au développement soutenu. La rencontre entre le président Xi Jinping et Modi en 2018 a ouvert un nouveau chapitre pour les relations bilatérales des deux pays et jeté les bases des relations futures. »

2. Certes, les actions de Modi ont également suscité la controverse en Chine – comme sa bonhomie initiale avec la direction tibétaine basée à Dharamsala, ses trois visites à l'État du Arunachal Pradesh ou la montée du nationalisme hindou qui « restreignait en quelque sorte la politique de Modi à l'égard de la Chine ». Mais c'étaient là des actes en direction de la politique intérieure de l'Inde dans le but de « rallier du soutien » au parti Bharatiya Janata, alors que « de manière générale, la politique de Modi était saine ».

3. « Modi a séparé les conflits politiques de la coopération économique, un geste judicieux qui produit des résultats réciproques pour les deux pays – Inde et Chine. Modi sait que les relations tendues avec la Chine ne vont pas dans le sens des intérêts de l'Inde. »

4. « L'Inde a rejoint la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures bien que les États-Unis et le Japon s'y soient fermement opposés... L'Inde a maintenu sa politique de non-alignement et n'a pas ajusté ses politiques chinoises conformément à la stratégie de Washington pour Beijing. Ce sont toutes des réalisations diplomatiques positives de l'administration Modi. »

5. À l'avenir, « Ces politiques se poursuivront si Modi est réélu... La réélection de Modi est bénéfique pour la continuité de ses politiques à l'égard de la Chine et la confiance mutuelle des deux pays ».

6. « Le conflit entre l'Inde et le Pakistan est un facteur important qui influence les relations entre la Chine et l'Inde. La Chine encourage toujours les deux pays à établir une confiance réciproque par le biais d'une coopération dans les domaines du commerce, de l'économie, de la lutte contre le terrorisme et dans d'autres domaines. Comme le Pakistan et l'Inde sont tous deux membres de l'Organisation de coopération de Shanghai, ils auront davantage de coopération dans ce cadre ».

PAROLE D'INTERNAUTE

1- Georges Orwell avait été probablement initié à la « Société Fabienne » et 1984 est une critique du type de « socialisme » que cette institution promouvait.

Le « socialisme » de la Fabienne était (est toujours) ouvertement et activement fondé sur le principe d'une technocratie pratiquant « l'ingénierie sociale. » pour orienter « positivement » les masses incapables de prendre en main leur destin. https://fr.wikipedia.org/wiki/Fabian_Society

L'Angleterre pré -seconde guerre mondiale était en effet à la pointe des recherches sur la manipulation des masses (via notamment la Clinique Tavistock qui deviendra après guerre Institut Tavistock). Le flambeau fut progressivement repris par les États-Unis (on se souvient du sinistre programme MK Ultra). Mais il y a de beaux restes (Cambridge analytical?).

C'est ça que Orwell dénonce dans son roman que l'on interprète hypocritement aujourd'hui comme une critique de l'Union Soviétique (que Orwell ne connaissait quasiment pas...)

Le néo-libéralisme, dont l'Union Européenne se réclame (l'économie sociale de marché, c'est à dire le néo-libéralisme allemand) est directement lié à l'idée, prévalante au sein de la société Fabienne ou de l'institut Tavistock, que les masses sont incapables de prendre positivement en main leur destin et qu'il faut donc les manipuler pour les faire avancer dans le bon sens.

Il suffit pour s'en convaincre d'étudier la biographie de Walter Lippmann et de son rôle pendant la première guerre mondiale auprès du président Wilson

2- En 2017, le PS est passé à Macron ; en 2019, c'est l'UMP qui a rallié le candidat des banquiers. Macron, c'est l'UMPS personnifiée.

3- Ce que vous dites est très juste et fort triste. Une grande partie des Français manque de connaissances politique et économique. Beaucoup de Français manquent surtout d'esprit critique. Impossible d'avoir une discussion politique sérieuse avec eux. Ils bloquent la discussion et se ferment. Beaucoup sont dogmatiques et votent pour le moindre mal (après avoir été bien manipulés par les médias grand public par désintérêt de la chose politique).

Pourtant, comme disait Hannah Arendt, ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal.

4- Laissons parler René Chiche, professeur de philosophie de son état :

« La vie politique française du début du vingt-et-unième siècle est d'une telle tristesse, d'une telle platitude, d'une telle pauvreté de pensée et d'une telle vulgarité que je comprends de mieux en mieux le vif intérêt des demi-instruits pour un tel néant. »

Il est en effet, impressionnant, voire même très inquiétant, de voir la puissance de manipulation des esprits via les médias de masse dans ce que l'on nomme encore démocratie. Le résultat de la dernière élection européenne en est la dernière illustration en date. Avec pour corollaire une abstention qui représente bon an, mal an, la moitié du corps électoral : une population qui se désintéresse de la chose publique ou considère que ses aspirations ne pourront trouver de débouchés par la voie des urnes.

Ce qui au final permet aux "grands fauves" de se perpétuer au pouvoir...

5- Cela fait déjà pas mal de temps que je vois venir le totalitarisme pseudo-écologique qui se profile de plus en plus nettement. Un écologisme politique qui n'est pas seulement compatible avec le capitalo-libéralisme, mais en parfaite synergie avec. Cet écologisme est le cheval de Troie idéal pour les politiques anti-sociales à venir, où l'hystérie climatique qui fait écran à des enjeux écologiques bien plus immédiats et concrets est elle-même le cheval de Troie idéal de l'autre.

Le public avait été préparé à la servitude volontaire, il est maintenant préparé pour renoncer au peu de pouvoir démocratique qu'il lui restait encore (comme en témoignent de nombreux sondages), afin de "sauver la planète", ce qui est la mission sacrée des occidentaux réduits à l'état de "citoyens du monde" qui ne savent plus qui ils sont, nient la nature tout en prétendant la défendre, et ainsi de suite. C'est un spectacle consternant où les bons sentiments font moins défaut que la lucidité, émotions instrumentalisées par "l'urgence climatique" pour court-circuiter la pensée critique qui devient interdite et hérétique, car de toute façon, si vous voyez les enjeux écologiques, sociaux et planétaires ailleurs, c'est que vous méritez à peine de vivre. "Pendez les blancs" et "lynchez les climato-sceptiques" seront en revanche des slogans compatibles avec ce capitalo-libéralisme en marche repeint en vert, en parfaite négation avec la renaissance à laquelle il prétend pour l'Europe.

6- Qu'est-ce qui distingue l'éco-fascisme du fascisme tout court ?

On pourrait commencer par lister ce qu'ils ont en commun :

– mépris pour l'être humain (on justifie le meurtre et/ou l'exploitation de quantité d'individus au nom d'un bien collectif supérieur : la nation dans le cas du fascisme traditionnel, l'environnement et la survie du genre humain dans cet environnement pour l'éco-fascisme)

– Subversion de la légitimité démocratique afin d'instaurer la dictature avec le consentement des masses (un petit groupe tyrannique prétend exercer le pouvoir au nom du peuple et arrive au pouvoir en s'affublant des oripeaux de la démocratie)

– support zélé par les élites économiques (0,1%) qui y voient l'occasion rêvée de supprimer les bouches inutiles à leurs profits (et également un moyen facile de neutraliser les râleurs et autres empêcheurs de tourner en rond)

On pourrait aussi lister les convergences dans les méthodes d'exercice du pouvoir (la ça prendrait beaucoup de temps)

Et aussi essayer de déterminer dans quelle mesure nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation de pré-écofascisme.

7- Ce n'est pas parce que le capitalisme est anti-écologique qu'on ne peut pas faire entrer la pseudo-écologie dans le cadre d'un capitalisme totalitaire, par le biais du greenwashing et de la propagande pour instrumentaliser l'écologie...

Cela porte même un nom : le "développement durable". Par ailleurs, il faut différencier écologie (discipline scientifique) et écologisme (écologie politique ou plutôt, écologie politisée et orientée selon des intérêts qui sont économiques bien avant d'être écologiques). Vous parlez de la classe moyenne, or c'est précisément celle-ci qui est ciblée prioritairement par le matraquage pour une pseudo-écologie bobo.

- Oui, il faut aussi faire très attention avec le subvertissement du terme « décroissance » qui a été je crois popularisée par le « club de Rome » dans les années 70 et qui si on y regarde bien correspond aux idées malthusiennes portée par la classe des nantis par horreur des pauvres depuis le XIXe siècle.

Prôner la décroissance sans avoir au préalable réformé la propriété privée et réduit drastiquement le gap qui existe entre les riches et les pauvres (la société sans classe?) revient à ouvrir une voie royale à l'eugénisme et au « genocide social » de pans entiers de la population.

Des hommes riches, (sauf les saints parmi eux, qui existent certainement) ne peuvent pas abandonner leur mode de vie confortable pour sauver quelques « ploucs » imbéciles – surtout si on les persuade qu'ils doivent leurs richesses à leur mérite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine-Russie

- Voici de quoi ont discuté à Moscou Xi Jinping et «son ami le plus proche» Vladimir Poutine - sputniknews.com 05.06

«Cela est ma huitième visite en Russie depuis 2013», a annoncé Xi Jinping.

«Nous avons noué des relations de travail étroites avec le Président Poutine ainsi qu'une profonde amitié personnelle. Au cours des six dernières années, nous nous sommes rencontrés presque 30 fois. La Russie pour moi est le pays étranger le plus visité, le Président Poutine est mon meilleur ami et un bon collègue», a-t-il avancé.

«Mentalité de la guerre froide»

Dans une déclaration commune, les deux Présidents ont appelé les dirigeants des puissances nucléaires à abandonner la «mentalité de la guerre froide». Pour ce faire, ont-ils indiqué, il faut mettre fin au développement de systèmes de défense antimissile, réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité nationale tout en diminuant de la sorte le menace de guerre nucléaire.

La Russie et la Chine ont également souligné leur position de principe jugeant «inadmissible» la destruction du système actuel d'accords dans le domaine du contrôle des armements, du désarmement et de la non-prolifération, y compris, par exemple, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ou le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN).

L'architecture de contrôle des armes en danger?

Moscou et Pékin se sont dits préoccupés par les actions entreprises par certains pays en matière de contrôle des armements.

«La Russie et la Chine notent avec inquiétude les actions extrêmement dangereuses de certains États qui, en se basant sur leurs propres avantages géopolitiques et même commerciaux, détruisent ou adaptent l'architecture existante de contrôle des armes et de non-prolifération des armes de destruction massive», indique le document.

Les parties ont noté qu'en cherchant une supériorité dans la sphère militaire, «de tels États détruisent sans ménagement les mécanismes permettant de maintenir la stabilité».

Pas d'alternative à la résolution pacifique de la question nord-coréenne

Les positions de la Russie et de la Chine sont similaires en ce qui concerne le règlement de la question coréenne, ont indiqué les deux Présidents prônant une résolution diplomatique à la crise.

«Nous partons du fait qu'il n'y a pas d'alternative à la résolution pacifique et diplomatique des problèmes de la région, y compris nucléaire», a souligné Vladimir Poutine après les négociations.

Le nucléaire iranien

Selon le Président russe, les deux pays se manifestent en faveur de la réalisation du Plan d'action global commun (JCPOA) et sa préservation.

Vladimir Poutine a également annoncé l'intention de poursuivre le renforcement de la coopération entre la Russie et la Chine dans le cadre des organisations internationales.

Lors des négociations entre Vladimir Poutine et Xi Jinping tenues le 5 juin à Moscou, les deux chefs d'État ont abordé, entre autres, la question du règlement des échanges commerciaux en devises nationales, traçant la route à la dédollarisation.

«La Russie et la Chine ont l'intention de développer les paiements des transactions en devises nationales. Des accords intergouvernementaux viennent d'être conclus, dans le but de développer davantage l'utilisation du rouble et du yuan dans les échanges bilatéraux, ainsi que d'assurer des services bancaires ininterrompus pour les transactions dans des conditions d'instabilité des marchés mondiaux», a expliqué Vladimir Poutine.

Les échanges entre les deux pays ont atteint 100 milliards de dollars, a déclaré après les négociations le dirigeant chinois.

«Nous notons avec satisfaction qu'avec les efforts conjoints des parties dans tous les domaines, notre coopération se développe de manière dynamique et fructueuse. Le commerce bilatéral a déjà battu un nouveau record historique et passé la barre des 100 milliards de dollars. La qualité de notre coopération s'améliore. Les projets stratégiques dans les domaines de l'énergie, des investissements, de l'espace et de l'aviation se réalisent avec succès», a exposé Xi Jinping. sputniknews.com 05.06

Danemark

- Danemark: victoire des sociaux-démocrates aux législatives face à la droite sortante - AFP 5 juin 2019

Le Danemark a choisi l'alternance: les sociaux-démocrates ont remporté mercredi des législatives marquées par une poussée "verte" et l'effondrement des populistes anti-immigration, principal allié du Premier ministre libéral sortant qui remettra jeudi la démission de son gouvernement.

Donnés favoris du scrutin, les sociaux-démocrates enregistrent un léger repli par rapport à 2015, mais sortent toujours en tête avec 25,9% des suffrages, selon des résultats quasi définitifs.

Ils bénéficient en outre de la progression d'autres partis de gauche, qui offre au "bloc rouge" une majorité absolue de 91 sièges sur 179, contre entre 79 ou 80 pour les partis de droite, selon les projections.

"Vous avez choisi une nouvelle majorité et un nouveau cap", a lancé la probable future Première ministre, Mette Frederiksen, à ses supporteurs en saluant "la première élection climatique" du pays.

La dirigeante sociale-démocrate, énergique quadra plusieurs fois ministre, a dit vouloir diriger un gouvernement minoritaire, avec le soutien au parlement de forces d'appoint.

L'une de ces forces, le Parti populaire socialiste, a doublé sa représentation parlementaire, avec un score 7,7%. Principal parti écologiste danois, la formation profite de l'urgence climatique devenue la priorité numéro un des électeurs danois, devant la dégradation du système de santé et le contrôle de l'immigration.

"Il semble que les Danois ont voté en faveur de l'espoir, du climat, des enfants et de l'avenir", s'est félicité la présidente du parti, Pia Olsen Dyhr.

Le parti libéral, à la tête du gouvernement danois 14 des 18 dernières années, a réalisé un très bon score, en hausse de quatre points par rapport à 2015, avec 23,4% des suffrages. Mais il est derrière les sociaux-démocrates et ses alliés de droite perdent du terrain.

"Nous avons fait une bonne élection mais il y a une alternance", a reconnu le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen. Il compte en tirer les conséquences immédiatement, mais a indiqué que les libéraux chercheraient une alternative de gouvernement avec d'autres partis au centre, y compris de gauche, si Mme Frederiksen échouait à former le sien.

Lars Løkke Rasmussen avait vanté au cours de la campagne son bilan économique (croissance robuste, finances publiques saines, quasi plein-emploi), mais subi l'effondrement du Parti populaire danois (DF).

Force charnière de l'échiquier politique danois depuis le début des années 2000, cette formation populiste, eurosceptique et anti-immigration enregistre un cinglant revers, perdant plus de la moitié de ses sièges au Folketing, le parlement monocaméral, à 18 mandats.

Après avoir dicté au Danemark sa politique migratoire pendant vingt ans, ce parti qui a rejoint le groupe du Rassemblement national français au Parlement européen séduit moins aujourd'hui les électeurs protestataires. Il enregistre son plus mauvais résultat depuis 1998.

Deux partis classés à l'extrême droite se présentaient pour la première fois. Le plus radical, Ligne dure, qui prône l'interdiction de l'islam et dont le fondateur a organisé des autodafés du Coran en public, n'a finalement pas franchi le seuil des 2% des suffrages requis pour entrer au Parlement.

Ces résultats signent une victoire d'autant plus nette pour la gauche que la participation a été très élevée, à près de 85% des électeurs.

Les sociaux-démocrates vont devoir forger des alliances au cas par cas, essentiellement avec les partis de gauche, mais aussi avec la droite sur l'immigration.

Le morcellement du paysage politique pourrait toutefois les contraindre à nouer des alliances plus pérennes pour assurer la stabilité de l'exécutif et les tractations pourraient durer plusieurs semaines.

Les partis de gauche "vont s'affirmer face à Mette Frederiksen et la presser sur tous les fronts", prédit le quotidien conservateur Jyllands-Posten dans un éditorial.

Adossés à une conjoncture économique favorable, les sociaux-démocrates veulent mettre fin aux coupes budgétaires dans la santé et l'éducation.

Cette défense de l'Etat-providence va de pair avec la poursuite d'une politique restrictive à l'égard des résidents d'origine étrangère, qui représentent 10% de la population.

Usant d'une sémantique désormais courante dans le royaume scandinave, Mme Frederiksen a même présenté l'an dernier un projet de réforme prévoyant de renvoyer les migrants "non occidentaux" dans des camps africains en attendant le traitement de leur demande d'asile.

"Avec sa ligne dure sur les étrangers, Mette Frederiksen a anesthésié DF", estime l'analyste Anja Westphal, de la télévision publique DR. AFP 5 juin 2019

Soudan

- Soudan: la contestation rejette le dialogue, au moins 108 morts dans la répression - AFP 6 juin 2019

Les chefs du mouvement de contestation au Soudan ont rejeté mercredi l'offre de dialogue des généraux au pouvoir, dans un pays plongé dans l'instabilité après la répression des manifestants qui a fait au moins 108 morts depuis lundi selon un comité de médecins.

Durant la journée, des coups de feu ont été entendus dans les rues de la capitale Khartoum, où des paramilitaires, les Forces de soutien rapide (RSF), ont été déployés ainsi que dans d'autres villes du pays en proie à une contestation inédite depuis décembre qui a abouti à la destitution du président Omar el-Béchr le 11 avril.

Considérées comme issues des anciennes milices des Janjawid accusées d'atrocités durant le conflit au Darfour dans l'ouest soudanais, ces forces sont accusées par les chefs de la contestation d'être les principaux auteurs de la dispersion brutale des rassemblements, principalement le sit-in devant le QG de l'armée lundi, qualifiée de "massacre".

Un dernier bilan du comité central des médecins a fait état d'au moins 108 civils tués et de plus de 500 blessés en trois jours, la grande majorité dans la dispersion du sit-in. Parmi les morts, 40 ont été retrouvés dans les eaux du Nil, a dit cette source sans donner d'autre détail.

En raison de l'insécurité, la capitale a ressemblé à une ville fantôme en ce jour de célébration de la fête musulmane du Fitr, marquant la fin du ramadan: boutiques au rideau de fer baissé, circulation très réduite, seules quelques personnes se sont aventurées dans la rue.

L'internet mobile n'est plus accessible depuis lundi, alors que les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans le mouvement de contestation.

Faisant craindre un conflit ouvert, les chefs de la contestation, qui réclament depuis la chute de M. Béchr le transfert du pouvoir aux civils, ont rejeté l'offre de dialogue du Conseil militaire de transition qui a succédé au président déchu et est accusé d'avoir ordonné la répression.

"Le peuple soudanais n'est ouvert ni aux négociations, ni à ce Conseil militaire qui tue des gens", a indiqué à l'AFP Amjad Farid, porte-parole de l'Association des professionnels soudanais, l'une des formations clés de la contestation.

Les négociations entre les deux camps ont été suspendues le 20 mai, chaque camp refusant de céder. Et les milliers de manifestants au sit-in qui était en place devant le QG de l'armée depuis le 6 avril, exigeaient le transfert du pouvoir aux civils.

Les généraux nient avoir "dispersé par la force" le sit-in, évoquant une "opération de nettoyage" à proximité qui a mal tourné.

Dans un discours télévisé plus tôt dans la journée, le chef du Conseil militaire, Abdel Fattah al-Burhane, a dit "regretter ce qu'il s'est passé" à Khartoum lundi. Il a affirmé être "ouvert" "aux négociations sans restriction", mettant en avant "l'intérêt national" et appelant à ouvrir "une nouvelle page".

Les généraux avaient décidé mardi d'annuler tous les points sur lesquels ils étaient tombés d'accord avec les chefs de la contestation durant les négociations, et appelé à la tenue d'élections dans un délai de neuf mois.

Les représentants des manifestants avaient eux aussi annoncé la rupture de "tout contact" avec les militaires et rejeté l'appel à des élections par le Conseil qualifié de "putschiste".

Mercredi, le chef adjoint du Conseil militaire, Mohamad Hamdan Daglo, un ancien chef des Janjawid et chef des RSF, a prévenu qu'il ne permettrait pas le "chaos" au Soudan. "Il faut imposer l'autorité de l'Etat par le droit", a-t-il dit dans une allocution devant ses hommes, retransmise par la télévision nationale.

Il faisait référence aux barricades de fortune, faites d'amoncellements de pierres, de troncs d'arbres ou de pneus enflammés, érigées par les manifestants qui disent vouloir se protéger des RSF et contester l'autorité du pouvoir en place.

A Omdourman, ville jumelle de Khartoum, les forces de sécurité patrouillent à bord de véhicules notamment équipés de mitrailleuses et canons anti-aériens.

Les RSF, d'ordinaire cantonnées à d'autres régions en conflit au Soudan, sont accusées par de nombreux Soudanais et des organisations de défense des droits humains d'avoir commis de graves exactions au Darfour. AFP 6 juin 2019

- Soudan : le général Abdel Fattah al-Burhan a l'aval de Ryad, Abou Dhabi et Le Caire pour maintenir la stabilité - Franceinfo 5 juin 2019

Les forces de sécurité soudanaises ont déclenché le 3 juin 2019, à l'aube du dernier jour du Ramadan, le démantèlement par tirs à balles réelles du campement pacifique des opposants devant le quartier général de l'armée à Khartoum. C'est-à-dire quelques heures après le retour du général Abdel Fattah al-Burhan d'Arabie saoudite où il s'était rendu pour un triple sommet, arabe, du Golfe et islamique, convoqué par le prince héritier Mohamed Ben Sultan pour resserrer les rangs face à l'Iran.

Le nouveau chef de la junte qui vient d'annuler les accords laborieusement négociés avec la contestation rentrait d'une tournée-express auprès des pays alliés du Soudan dans la région. Arrivé le 25 mai au Caire pour un premier déplacement impromptu de quelques heures, Abdel Fattah al-Burhan a été reçu par son homonyme Abdel Fattah al-Sissi qui l'a assuré du soutien de l'Egypte... Franceinfo 5 juin 2019

République tchèque

- Prague : 120 000 Tchèques dans la rue pour exiger la démission du Premier ministre - Le Parisien 05 juin 2019

La plus grande manifestation depuis des décennies. Quelque 120 000 personnes ont manifesté mardi à Prague pour réclamer la démission du Premier ministre tchèque, Andrej Babis, soupçonné de fraudes.

Depuis la fin avril, les manifestations sont régulières ; elles visent Andrej Babis et sa ministre de la Justice, Marie Benesova, que les protestataires soupçonnent de vouloir freiner les poursuites judiciaires à l'encontre du chef de gouvernement.

Le milliardaire populiste est soupçonné de fraude aux subventions européennes et se trouverait en situation de conflit d'intérêts, selon un projet de rapport d'audit de la Commission européenne qui a fuité dans la presse pragoise.

Deuxième fortune du pays, Babis, selon ce rapport d'audit, tire toujours des bénéfiques de la holding Agrofert qu'il avait fondée et dont il s'était formellement séparé en 2017 par les biais de fonds fiduciaires surveillés, entre autres, par son épouse. Bruxelles réclamerait à la République tchèque le remboursement de 17,4 M€.

Selon le site d'investigation tchèque Neovlivni, la Commission européenne préparerait un autre rapport d'audit, rédigé par la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI). Ce rapport concernerait des subventions agricoles d'un montant d'environ 78 M€ versées à sa holding.

Babis, 64 ans, nie avec véhémence se trouver dans une situation de conflit d'intérêts. « Cet audit est une attaque contre la République tchèque. Les fonctionnaires européens méprisent les lois tchèques », a-t-il affirmé devant les députés mardi, peu avant cette manifestation. Mais il n'a rien dit des montants en cause.

Le Premier ministre fait également face à une inculpation dans une affaire de détournement présumé de deux millions d'euros de fonds européens remontant à 2007-2008, liée à son complexe hôtelier de luxe « Nid de Cigogne » près de la capitale. En dépit de cette affaire, il avait remporté les élections législatives en octobre 2017. Le Parisien 05 juin 2019

Grèce

- Grèce : victoire écrasante de la droite aux élections locales - AFP 2 juin 2019

L'opposition de droite Nouvelle-Démocratie (ND) a remporté dimanche les mairies d'Athènes et de Thessalonique ainsi que la quasi-totalité des régions grecques, confirmant sa victoire écrasante des Européennes sur la gauche du Premier ministre d'Alexis Tsipras.

Malgré une abstention estimée à 60% par les analystes, les scores élevés réalisés par les candidats soutenus par la ND donnent un net avantage à la grande formation des conservateurs cinq semaines avant les législatives anticipées du 7 juillet.

A Athènes, Costas Bakoyannis, 41 ans, ancien gouverneur de la région du centre du pays, a rassemblé 65% des voix contre son rival de gauche Nassos Iliopoulos, selon les résultats de 99% des bureaux de vote.

Dans la région d'Attique, la plus grande du pays qui entoure la capitale, le conservateur Yiorgos Patoulis devient gouverneur avec 65% des voix.

Bastions habituels de la droite, Athènes et Thessalonique avaient rompu avec cette tradition en 2010 et 2014 en élisant des maires soutenus par le centre-gauche, Giorgos Kaminis et Yannis Boutaris.

C'était l'époque de la contestation des grands partis, ND et le parti socialiste du Pasok, tenus alors pour responsables de la crise.

Giorgos Kaminis sera candidat pour les législatives avec le Kinal (ex-Pasok), une décision de la dirigeante de ce parti Fofi Gennimata, qui avait provoqué la vive réaction d'Evangelos Venizelos, ancien chef du Pasok, qui a quitté samedi son parti.

Après son effondrement lors de la crise (2010-2017), le Kinal a vu son score s'améliorer lors des Européennes, troisième parti après la ND et Syriza. AFP 2 juin 2019

Algérie

- En Algérie, la présidentielle du 4 juillet annulée - AFP 2 juin 2019

Le Conseil constitutionnel en Algérie a annulé de facto dimanche l'élection présidentielle prévue le 4 juillet après avoir invalidé les dossiers des deux seuls candidats, préconisant le prolongement du mandat du président par intérim qui se termine le 9 juillet.

Ce scrutin était censé permettre l'élection d'un successeur au président Abdelaziz Bouteflika, qui a démissionné le 2 avril, sous la pression de la rue et de l'armée.

"Le Conseil constitutionnel rejette les deux dossiers de candidature déposés" et annonce par conséquent "l'impossibilité de tenir la présidentielle le 4 juillet", a indiqué l'institution dans un communiqué.

Le Conseil a précisé qu'il revenait au chef de l'Etat par intérim de "convoquer de nouveau le corps électoral et de parachever le processus électoral jusqu'à l'élection du président de la République et la prestation de serment".

Cette institution suggère ainsi la prolongation du mandat du président par intérim, Abdelkader Bensalah, nommé le 9 avril après la démission de M. Bouteflika.

Selon la Constitution, M. Bensalah assume la charge de chef de l'Etat pendant "90 jours maximum", avant de transmettre ses pouvoirs au nouveau président élu dans l'intervalle.

M. Bensalah, dont la principale mission est d'organiser à la présidentielle, est maintenu de facto à son poste au-delà des délais prévus par la Constitution.

La présidentielle du 4 juillet était massivement rejetée par les manifestants algériens, qui ont continué de protester après avoir obtenu la démission de Bouteflika, réclamant désormais le départ du "système" au pouvoir.

"Dès lors que la Constitution prévoit que la mission essentielle dévolue à celui investi de la charge de chef de l'Etat est d'organiser la présidentielle, il y a lieu de réunir les conditions adéquates pour l'organisation de cette élection dans la transparence et la neutralité", a expliqué le Conseil constitutionnel.

"Le report de cette élection est une victoire pour la rue, mais une victoire à haut risque", a estimé Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen à Genève.

"Avec cette décision, le pouvoir s'engage dans une voie dont il n'aura plus le contrôle. L'armée veut montrer qu'elle a fait preuve de bon sens et fait une concession face une rue intransigeante", a-t-il expliqué à l'AFP.

C'est "un défi pour le hirak (mouvement de contestation) et la classe politique, qui sont ainsi privés d'un facteur de taille pour se mobiliser", a estimé M. Abidi.

Le report de cette élection était l'une des principales revendications du mouvement de contestation, qui refuse tout scrutin organisé par l'appareil hérité des 20 ans de présidence de M. Bouteflika.

Les manifestants réclament au préalable le départ des dirigeants actuels ayant participé au régime de M. Bouteflika, parmi lesquels le général Ahmed Gaid Salah, chef d'état-major de l'armée depuis 2004.

Devenu le véritable détenteur du pouvoir depuis le départ de M. Bouteflika, le général Gaïd Salah a réclaté la semaine dernière des "concessions mutuelles" dans le cadre d'un "dialogue" dont il n'a pas défini les formes, et une présidentielle "dans les plus brefs délais", sans évoquer la date du 4 juillet.

Pour Smail Maaraf, professeur de droit à l'Université d'Alger, "le scrutin du 4 juillet était le plan A des autorités ou plutôt de Gaïd Salah". Mais "son rejet par la rue et l'absence de candidats ont contraint le pouvoir à reporter ce scrutin", a-t-il précisé à l'AFP.

Le pouvoir parie sur "un essoufflement" du mouvement de contestation durant les vacances d'été, a estimé M. Maaraf.

Selon lui, les autorités espèrent que "cela ouvrira la voie au retour des partis politiques qui ont été éclipsés par le hirak et à des candidatures traditionnelles", comme celle d'Ali Benflis, principal adversaire de M. Bouteflika aux présidentielles de 2004 et 2014.

Le plus ancien parti d'opposition du pays, le Front des forces socialistes (FFS) a estimé que "ce recul significatif des décideurs (était) la consécration de plusieurs semaines de mobilisation et de détermination populaires". AFP 2 juin 2019

- Algérie: 1er vendredi de manifestations depuis l'annulation de la présidentielle - AFP 8 juin 2019

Les Algériens se sont à nouveau massivement mobilisés pour un 16e vendredi consécutif, le premier depuis l'annulation de la présidentielle qu'ils rejetaient en bloc et au lendemain de déclarations du président par intérim réaffirmant sa volonté d'organiser néanmoins un scrutin à très court terme.

Un impressionnant déploiement policier dès la matinée dans le centre d'Alger n'a pas empêché une foule massive de converger après la grande prière musulmane hebdomadaire, en début d'après-midi, aux abords de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans la capitale, où plusieurs centaines de personnes étaient déjà rassemblées en chantant "Y en a marre de ce pouvoir".

Les manifestants ont crié "dégagez!" à Abdelkader Bensalah, président par intérim, et au général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission du président Abdelaziz Bouteflika, le 2 avril, sous la pression de ce mouvement de contestation inédit.

Difficile à évaluer avec précision, faute de comptage officiel, la mobilisation a semblé intacte à Alger où plusieurs artères du centre débordaient de manifestants, selon des journalistes de l'AFP. Le cortège s'est dispersé dans le calme en fin d'après-midi.

Des manifestants ont également défilé à nouveau massivement dans de nombreuses autres villes du pays, selon des médias et les réseaux sociaux.

Burkina Faso

- Au Burkina Faso, une urgence humanitaire sans précédent - Sputnik 31.05

Depuis 2018, la situation humanitaire au Burkina Faso a pris une ampleur inédite. Dans le pays, en proie à des attaques meurtrières dans ses parties nord et Est, le nombre de personnes déplacées a doublé en moins d'un an et l'insécurité alimentaire menace des millions de personnes.

Depuis 2015, ces attaques armées, attribuées à des groupes djihadistes par les autorités burkinabè, ont fait plus de 300 morts. Elles touchent essentiellement le nord et l'Est du pays, et sont devenues particulièrement fréquentes et meurtrières à partir de 2018. Tant les forces de défense et de sécurité, les civils, que les communautés religieuses sont les cibles d'hommes armés, le plus souvent non identifiés.

D'avril à mai 2019, cinq attaques ont notamment ciblé la communauté chrétienne catholique.

Le 12 mai, le prêtre célébrant et cinq fidèles de l'église catholique de Dablo, une commune de la province du Sanmatenga, à environ 200 kilomètres au nord de Ouagadougou, ont été abattus en pleine messe. Le lendemain de cette attaque, ce sont quatre personnes d'une procession en l'honneur de la vierge Marie qui ont péri dans une embuscade à Zimtenga, dans la région du Centre-nord. Le 26 mai, quatre fidèles ont été tués pendant la messe dans une église de Touffé, un village de la région du Nord.

Toutes ces attaques, et les menaces qui les accompagnent généralement, occasionnent des déplacements massifs de populations. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) estime à plus de 160.000 le nombre actuel des personnes déplacées. Ces derniers ont trouvé refuge dans des communautés hôtes ou sur des sites dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre-Nord.

«Plusieurs personnes pourraient voir leur situation alimentaire et sanitaire se détériorer à l'approche de la période de soudure et de la saison des pluies. Également, le manque d'abris pour plusieurs milliers de famille reste une préoccupation majeure. L'accès aux services sociaux de base reste préoccupant pour les déplacés et les familles d'accueil.

En plus des personnes déplacées, près de 147.000 personnes dans les régions où les centres de santé sont fermés ou n'assurent qu'un service minimum ont besoin de soins médicaux et services de santé», s'inquiétait OCHA dans une note publiée à la mi-mai.

Par ailleurs, en raison de l'insécurité, un millier d'écoles sont actuellement fermées au Burkina, une situation qui prive environ 146.000 enfants d'accès à l'éducation.

La situation humanitaire au Burkina, en particulier dans le nord, est d'autant plus alarmante que le pays abrite depuis 2012 plus de 20.000 réfugiés maliens qui ont fui leur pays, en proie à une crise humanitaire encore plus préoccupante. Ces derniers vivent pour la plupart dans des camps dans la région du Sahel.

«Les réfugiés maliens et les personnes déplacées internes, ce sont des problématiques difficiles qui se superposent. Pour les réfugiés, nous concernant, on œuvre quand ils ont ce type de besoins, à assurer le rétablissement du contact avec leur famille restée au Mali», déclare à Sputnik Steven Anderson.

Au 12 mai 2019, le plan d'urgence de 100 millions de dollars lancé par les Nations unies pour l'assistance humanitaire à 900.000 personnes dans le besoin n'était financé qu'à 35%, selon OCHA. Et à cette date, aucune somme sur les 14,1 millions de dollars prévus pour assister les réfugiés n'a été perçue. Sputnik 31.05

Palestine occupée

- Israël a le "droit" d'annexer une partie de la Cisjordanie, dit l'ambassadeur américain - AFP 9 juin 2019

Israël a le droit d'annexer "une partie" de la Cisjordanie occupée, a affirmé samedi l'ambassadeur américain dans l'Etat hébreu, des propos susceptibles de renforcer l'opposition des Palestiniens à un plan de paix de Washington que les Etats-Unis n'ont pas encore dévoilé.

Les Palestiniens ont rejeté ce plan de paix avant même de le connaître tant l'administration du président américain Donald Trump s'est discréditée à leurs yeux par ses mesures hostiles à leur cause et foncièrement pro-israéliennes selon eux, comme le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem en mai 2018.

"Sous certaines circonstances (...) je pense qu'Israël a le droit de conserver une partie, mais pas toute, de la Cisjordanie", territoire palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans, a déclaré l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, dans une interview publiée samedi dans le quotidien américain New York Times.

Aucune date n'a encore été fixée pour l'annonce du plan de paix, mais il ne devrait pas répondre aux principales revendications des Palestiniens, comme l'instauration d'un Etat souverain.

Soutenant avec ferveur les colonies israéliennes, M. Friedman a également déclaré que le plan de paix américain était destiné à améliorer la qualité de vie des Palestiniens, mais sans procurer de "résolution permanente du conflit".

La colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est annexée, illégale au regard du droit international, s'est poursuivie sous tous les gouvernements israéliens depuis 1967.

Plus de 600.000 colons israéliens y mènent une coexistence souvent conflictuelle avec près de trois millions de Palestiniens.

Lors de la campagne pour les législatives d'avril, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait promis, en cas de réélection, d'annexer des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Ayant échoué à former une coalition après les élections, M. Netanyahu a dû faire voter par le Parlement sa dissolution afin d'éviter que le président ne confie à un autre le soin de former une coalition sans lui. De nouvelles élections auront lieu le 17 septembre. AFP 9 juin 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

LVOG - Racket avec la complicité des syndicats qui participent à la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

- Les prix de l'électricité augmenteront de 5,9% le 1er juin, malgré les gilets jaunes - Le HuffPost 31.05

Gilets jaunes ou pas, les tarifs réglementés de l'électricité vont progresser comme prévu de 5,9% TTC en moyenne dès le samedi 1er juin, selon une décision publiée ce jeudi 30 mai au Journal officiel. Une augmentation qui devrait être suivie d'une autre en août, liée aux coûts de transport de l'électricité, mais que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a promis de "limiter à 1%"

Les tarifs "sont fixés conformément à (...) la proposition de la Commission de régulation de l'énergie du 7 février" pour une entrée en vigueur dès ce samedi 1er juin, selon la décision des ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Economie. Le HuffPost 31.05

Brésil

- Brésil : nouvelle mobilisation d'ampleur des étudiants contre Bolsonaro - AFP

Les Brésiliens protestant contre les coupes budgétaires du gouvernement Bolsonaro dans l'éducation ne désarment pas: deux semaines après des défilés monstres, ils étaient encore des dizaines de milliers jeudi à manifester dans une centaine de villes. AFP

ECONOMIE

France

- Le propriétaire allemand de deux sucreries françaises veut les fermer pour faire remonter les cours - RT 23.05

Le groupe allemand Südzucker refuse de vendre deux des quatre usines de sa filiale française Saint Louis promises à la fermeture. Objectif : réduire la capacité de production en Europe pour faire remonter les cours, quitte à sacrifier 130 emplois.

«Saint Louis Sucre ne vendra pas ses sites de production. Nous n'arrêtons pas la production de sucre pour la proposer à d'autres acteurs, mais bien pour retirer des capacités du marché», a asséné le président du directoire de Südzucker, Wolfgang Heer, dans un communiqué publié ce 23 mai.

Les prix du sucre européen ont chuté d'environ 30% sur l'année, dans le sillage de la baisse des cours mondiaux du sucre qui a suivi la levée des quotas sucriers en Europe fin 2017. Südzucker, propriétaire de Saint Louis Sucre qui a publié ses résultats annuels le 16 mai, enregistre pour sa branche sucre une perte de 239 millions d'euros sur l'exercice 2018/19.

«Le projet de reprise des sites de Cagny [Calvados] et d'Eppeville [Somme] débattu dans la presse par la CGB (association des planteurs de betteraves) ne résoudra pas le problème de surproduction», ajoute Südzucker dans son communiqué.

La semaine passée, après une séance de négociation avec les planteurs d'Allemagne du Sud (VSZ), qui détiennent une participation majoritaire (57%) au capital de Südzucker, le président de l'association des planteurs de betteraves avait assuré à la presse que la porte n'était pas fermée à une reprise des deux sucreries Saint Louis Sucre.

«Südzucker a accepté de recevoir notre offre de reprise par écrit. Nous proposons 30 millions d'euros pour la reprise des deux usines», avait indiqué le président de la CGB, Franck Sander. Les betteraviers français espéraient ainsi maintenir 130 emplois dans les deux sucreries ainsi que la culture de la betterave dans les bassins de production autour de ces sites, où travaillent 2 300 planteurs. Mais le président de VSZ, Hans-Jörg Gebhard, avait déclaré à l'issue de cette rencontre qu' «il serait irresponsable, pour Saint Louis Sucre, de céder des sites», fermant la porte à des négociations.

Selon la CGB, le rachat aurait permis à Südzucker d'économiser 100 millions d'euros sur les 200 millions qu'il dit avoir provisionnés pour couvrir la fermeture, le plan social et la dépollution de cinq sites appelés à fermer en Europe (les deux en France, ainsi qu'un en Pologne et deux en Allemagne).

Filiale depuis 2001 de Südzucker, premier sucrier européen qui possède 29 usines en Europe, Saint-Louis Sucre emploie 770 salariés en France et travaille avec 4 733 planteurs de betterave sucrière. Il a prévu de conserver ses sucreries françaises à Etrépigny (Eure) et à Roye (Somme), et ne va pas fermer totalement les sites de Cagny et d'Eppeville, dont il juge essentiel de maintenir les capacités de stockage afin de « renforcer la situation de Saint Louis Sucre pour l'avenir », selon le communiqué.

Les salariés accusent le groupe de faire une restructuration en arrêtant totalement la production de sucre, mais en gardant juste du stockage dans les usines, afin de contourner la loi Florange, qui impose à tout employeur d'une entreprise d'au moins 1 000 salariés qui envisage de fermer un établissement et de procéder à des licenciements économiques de rechercher un repreneur. RT 23.05